

VENDREDI 28 AOUT 2015

« En route vers la dépression économique finale. »

- = Crises, environnement, climat : pourquoi il est trop tard pour agir... depuis toujours p.1
- = L'or : la protection ultime contre la Grande catastrophe financière p.27
- = Marchés actions : la Chine a encore beaucoup à apprendre (Bill Bonner) p.29
- = Forte hausse du pétrole , on parle de rachats du découvert (Bruno Bertez) p.32
- = Qui a (encore) tué le baril de pétrole ? (Cécile Chevré) p.33
- = Quelle est la mobilité du futur? p.37
- = Confirmation, la Chine vend des Treasuries longues pour soutenir le YUAN (Bruno Bertez) p.39
- = Chinoiseries... (Patrick Reymond) p.41
- = L'insoutenable légèreté de la dette publique (Bruno Colmant) p.42
- = La déflation c'est maintenant ! p.45
- = Les Banques centrales corrompent l'économie réelle (Paul Craig Roberts) p.46
- = Japon: inflation zéro et nouveau recul de la consommation des ménages en juillet p.48
- = Lutte climatique, désirs et réalités françaises p.49
- = Attention, «too big to move» (Miret Zaki) p.50
- = Le prétexte du réchauffement climatique au service des multinationales dans l'Arctique p.51



Crises, environnement, climat : pourquoi il est trop tard pour agir... depuis toujours

26/10/2014 par Vincent MIGNEROT

[NYOUZ2DÉS : Ce texte est majeur . Il est susceptible de changer votre façon de comprendre la vie de l'être humain sur terre. Alors lisez-le. Les surlignements en jaune sont de moi.]

[Depuis toujours = depuis que l'homme (homo sapiens) existe (il y a 200 000 ans)]

[NYOUZ2DÉS : Les mouvements de protection de l'environnement, tel GREENPEACE, sont peu utiles. Ceux-ci permettent de limiter des problèmes locaux (par exemple empêcher des déversements de pétrole), mais jamais n'aurons d'impact sur des problèmes globaux comme le CO2 dans l'atmosphère. L'idée de remplacer les énergies fossiles par des énergies renouvelables est totalement ridicule.]

Nous nous questionnons sur la soutenabilité de nos sociétés en contexte de crise systémique. Parviendrons-nous à nous adapter au changement climatique ? Saurons-nous remplacer nos ressources énergétiques, que nous savons limitées, par d'autres, disponibles sur le long terme ? Pourrons-nous dépasser la fin des

matières premières pour construire un autre monde, plus sobre, de surcroît plus respectueux de l'environnement ?

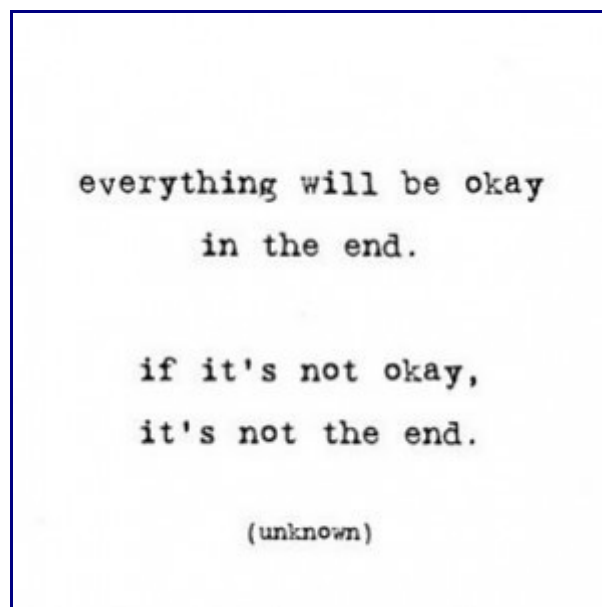
Si nous n'y parvenons pas et que les civilisations hyper-technologiques d'aujourd'hui disparaissent, d'autres pourront-elles leur survivre et prolonger longtemps l'histoire humaine ?

Cet article est une introduction à la *théorie écologique de l'esprit* et à la *théorie de tout* proposées dans les ouvrages référencés ci-dessous, tentant d'éprouver leurs arguments et leur méthodologie au regard d'un avenir aux perspectives inquiétantes qu'il nous faut apprendre à penser et anticiper.

– Le piège de l'existence : Pour une théorie écologique de l'esprit, Editions SoLo, 2015

– Essai Sur la Raison de Tout, deuxième version : La vérité, Editions SoLo, 2014

– Synesthésie et probabilité conditionnelle : Lire le langage de programmation de l'Univers, accéder à une théorie de tout ?, Editions SoLo, 2014



Plan [de ce texte] :

- 1 Evolution autonome du climat
- 2 Le libre arbitre, cette (belle !) illusion
- 3 La compétition interdit la protection de l'environnement

- 4 Un effondrement salvateur ?
 - 5 L'autodestruction est inscrite dans le principe d'humanité
 - 6 Des processus, non une suite d'évènements
 - 7 L'incertitude comme une défense, non comme de la prudence
 - 8 Conclusion
- Définitions et références

Avant-propos

Au-delà des contraintes de l'énergie et de la disponibilité des ressources, la question de la survie de l'humanité à long terme, après **la survenue d'un très hautement probable déclin au cours de ce siècle [lequel a déjà commencé]**, semble contrainte par celle du climat. Car si nous l'oublions parfois, notre existence physique dépend avant tout d'un équilibre écologique vital qui ne peut varier que dans une certaine mesure avant de la remettre en question. Le réchauffement climatique, dont nous sommes responsables et dont nous observons déjà des effets globaux inquiétants (désertification, acidification des océans, augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes...) met particulièrement en péril ce dont tout corps humain dépend strictement : la possibilité de se nourrir.

L'inquiétude est grande de voir les rendements agricoles baisser à cause des dérèglements du climat ([Le réchauffement climatique va provoquer une baisse des rendements agricoles](#) – INRA / [Rendements agricoles : la grande panne](#) – Science et Vie). Certaines terres subissent déjà un recul de productivité notable à cause de perturbations atmosphériques d'une ampleur inédite : une grande partie de l'agriculture du continent américain a par exemple été touchée cette année (2014) par une sécheresse sans précédent, impactant gravement les récoltes ([Une nouvelle sécheresse frappe l'Amérique du Sud](#) et [Sécheresse en Californie : le temps du sursaut pour l'Amérique ?](#)).

L'agriculture intensive, forcée aux intrants issus du pétrole, pose aussi la question du maintien de la fertilité des sols. Mais quelles que soient les techniques agricoles que nous utiliserons demain, toutes dépendront d'apports équilibrés en eau, de températures ne dépassant pas certains seuils, et les effets négatifs déjà visibles du dérèglement climatique sur cet équilibre de la dynamique atmosphérique ne sont encore que peu représentatifs de ce qui pourra advenir demain. La possibilité pour l'humanité de se nourrir au cours des siècles à venir, dépendant donc de ce que son activité passée aura impacté le climat, détermine à elle seule la réponse à la question de sa survie.

Les mesures sur le réel témoignant de la détérioration de notre environnement,

la compréhension de certains éléments de la dynamique climatique, les dernières découvertes sur le fonctionnement de l'esprit humain ainsi que les aménagements défensifs que nous mettons collectivement en place pour éloigner la révélation du pire **font craindre en toute rigueur analytique que l'humanité puisse ne pas survivre à elle-même.** Ce texte introduit une contextualisation de la question d'un maintien possible par l'humain d'un équilibre écologique vital qui éviterait sa fin par autodestruction, question plus longuement développée dans les ouvrages cités ci-dessus.

« Chaque jour qui passe ajoute aux dangers que court l'humanité. Elle paiera cher le "progrès" qu'elle ne cesse de faire. Les moyens de préserver la vie sont dérisoires auprès de ceux qui sont susceptibles de la détruire ; et, quoi que l'homme entreprenne, il ne pourra jamais avoir raison de cette disproportion. Ce qui met des mois ou des années à pousser, on l'anéantit en un instant. Ce qui rend la destruction en général si immorale, c'est sa facilité. »

Cioran, *Cahiers*.

1 Evolution autonome du climat

Même si l'humanité stoppait tout impact sur l'atmosphère dès aujourd'hui, il est certainement trop tard pour sauvegarder des conditions climatiques viables à long terme.

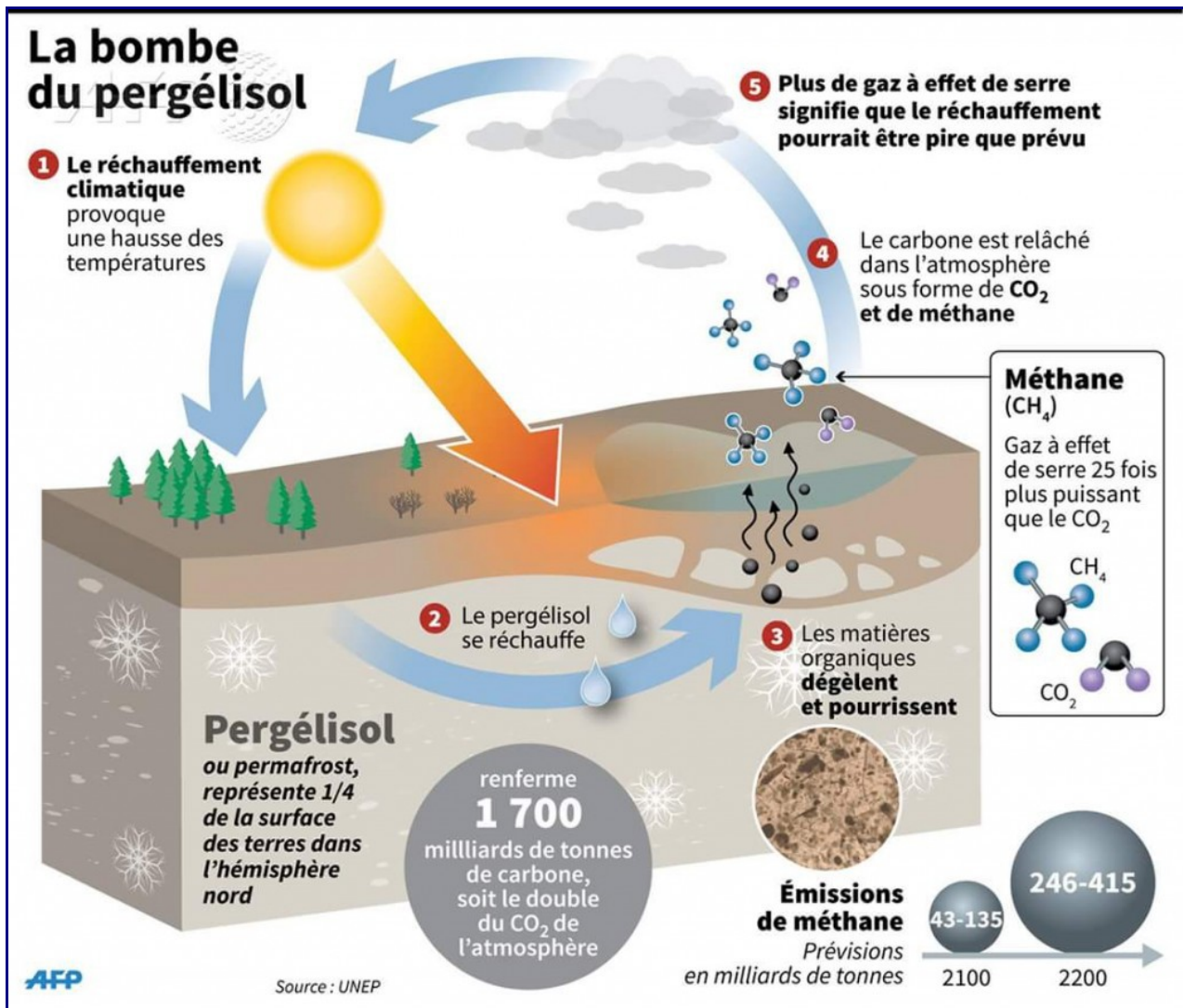
Le réchauffement climatique dû initialement à l'activité humaine entraîne par lui-même des modifications de la biosphère et des sols qui peuvent participer au réchauffement climatique, au-delà de tout impact humain. Ce processus s'appelle une boucle de rétroaction positive. Nous en avons le soupçon jusqu'à cette année mais cela a été confirmé par plusieurs études : ces boucles de rétroaction positive sont enclenchées.

Il existe plusieurs boucles de rétroaction positive :

- La fonte des glaces et manteaux neigeux, qui accélère réchauffement par diminution de la réflexion de la lumière du soleil et absorption de sa chaleur par les sols (réémission infrarouge)
- L'augmentation des poussières liées à la désertification peut aussi noircir les neiges et accélérer leur fonte
- L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des sécheresses et canicules participe également à transformer les forêts détériorées en sources de gaz à effet de serre

Mais les plus inquiétantes sont celles qui libèrent du méthane et des hydrates de méthane enfouis dans les terres gelées et sous les océans. Le réchauffement

climatique en cours fait fondre le permafrost, libérant ainsi les gaz à effet de serre et le réchauffement des océans (qui absorbent plus de 93 pourcents du réchauffement anthropique !) vient déstabiliser le sous-sol océanique où sont stockées des quantités considérables de ces gaz à effet de serre, si hostiles à l'équilibre écologique vital (lire Skeptical Science : [Wakening the Kraken](#), document intégré en fin de texte).



Source : Politis.fr – [Pergélisol : une bombe en sous-sol](#)

« Même si les scientifiques avouent avoir encore du travail pour préciser dans quelle mesure et en quel volume ce sera du CO² ou du CH⁴ qui va être dégazé (notamment du fait des réactions chimiques du CH⁴), ils estiment que le permafrost deviendra pendant notre siècle un « émetteur net de gaz à effet de serre » et n'excluent pas que les émissions pourraient augmenter « de manière radicale » en raison du réchauffement rapide de la région arctique. La décomposition du carbone du permafrost pourrait durer des milliers d'années, renforçant donc évidemment les concentrations atmosphériques de CO² et de CH⁴. Au cours du 21^{ème} siècle, les émissions de CO² et de CH⁴ issues de ce

dégel pourraient être de l'ordre de 50 à 250 gigatonnes de carbone (Gtc), selon le rapport du GIEC. »

(...)

« Le vice du CH⁴ ne s'arrête pas là. Son couplage avec les radicaux OH, qui constituent le principal puits à méthane (4), conduit dans le temps à une amplification significative de l'impact des émissions. En effet, les scientifiques expliquent qu'une augmentation des émissions de CH⁴ va faire baisser la teneur en OH, ce qui va augmenter en retour la quantité de CH⁴ qui reste dans l'atmosphère et la réchauffe toujours plus. On a là une clé d'une éventuelle accélération de la concentration atmosphérique en méthane, donc du réchauffement global. »

[Les hydrates de méthane](#), par Vincent Rondreux

Si le 5 novembre 2013 Vincent Rondreux dans son article utilisait encore le conditionnel pour évoquer l'enclenchement des boucles de rétroaction positives émettrices de méthane et d'hydrates de méthane, des données indiquent depuis que ces GES seraient déjà émis, et en grande quantité. Pour rappel, il est impossible pour l'humain d'arrêter une boucle de rétroaction positive aux dimensions de la biosphère et de la géosphère, et celles-ci se renforceraient naturellement jusqu'à un point haut de température atmosphérique encore mal estimé, mais certainement incompatible avec le maintien d'une production alimentaire suffisante et stable pour l'humanité :

“Si la totalité du carbone emprisonné dans le pergélisol venait à être relâchée, cela pourrait avoir des conséquences dramatiques pour le réchauffement climatique », explique Florent Dominé, qui évoque une augmentation de 5 à 8 °C de la température d'ici à 2100, quand le pire scénario du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec)² se situe aujourd'hui à 4 °C, faute de prendre encore en compte ces processus complexes, mis au jour récemment.”

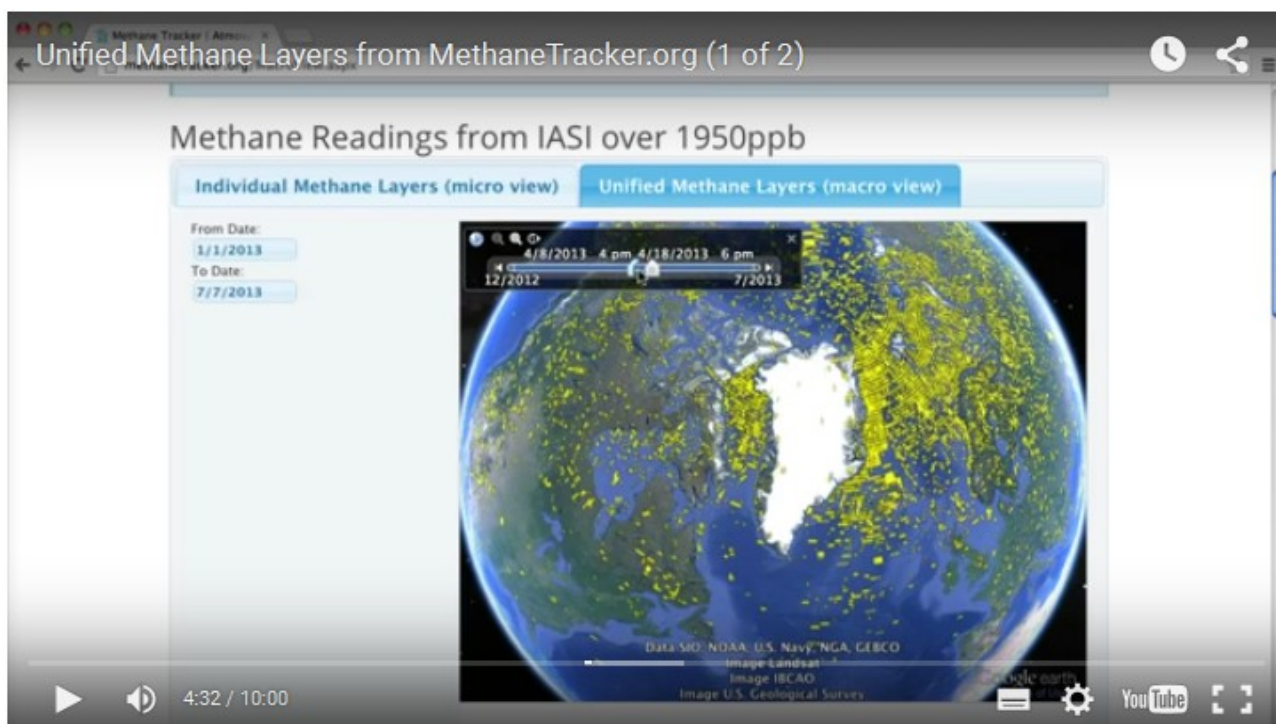
[Pergélisol, le piège climatique](#) – CNRS

“Quelques lignes aux très lourdes conséquences dans le rapport du GIEC sur le climat (2013) : le méthane voit doubler son rôle comme gaz à effet de serre ! Une nouvelle donne qu'il faudrait absolument prendre en compte dans la lutte contre le changement climatique, notamment dans les discours sur le gaz de schiste.”

La bombe climatique cachée dans le rapport du GIEC – Terra Eco

Observation des émissions de méthane, depuis le site www.methanetracker.org (juillet 2013) :

“Les scientifiques du CO² ne comprennent pas pourquoi les scientifiques du méthane flippent. C’est beaucoup trop de méthane venant de la glace (ou du Sahara). Le méthane ne devrait pas venir de ces régions.”



<https://youtu.be/E1OluDXNXJ4>

Novembre 2014 : Océan Arctique : des scientifiques observent des émanations de méthane par Vincent Rondereux

Une température pour 2100 de 3 à 5 degrés supérieure (selon les scénarios du GIEC que nos émissions suivent déjà) voire de 5 à 8 degrés promet pour le 22^{ème} siècle une biosphère extrêmement détériorée... l’agriculture, même locale et raisonnée, n’y résisterait probablement pas, l’humanité verrait sur ce simple critère ses conditions de vie remises en question (aujourd’hui, les dérèglements observés sont dus à une hausse de température de... 0,85 degrés – Climat : 5 rapports du GIEC, 5 chiffres alarmants, Le Monde).

Mise à jour du 21 mars 2015 : La NASA estime que nous sommes sur la trajectoire de 6 degrés de réchauffement. Extrait du livre de P. Servigne et R. Stevens Comment tout peut s’effondrer : « Une moyenne de + 4°C signifie des

augmentations jusqu'à + 10°C sur les continents ».

Il existe des boucles de rétroaction négative, qui pourraient participer à la réduction de la température atmosphérique. Mais celles-ci, en particulier l'absorption du CO² par les océans ou par les forêts semblent déjà impactées négativement par nos émissions de gaz à effet de serre ([La forêt amazonienne éponge de moins en moins le carbone](#)). Leur action bénéfique sera de loin inférieure à ce qu'il faudrait pour ralentir les boucles positives.

Autre point sur une évolution climatique qui dépasserait toute capacité pour l'humain d'agir sur elle : l'atmosphère ne réagit pas instantanément à la modification de sa composition par l'humain.

Bien qu'il soit assez difficile de trouver des références sur ce temps de réaction (hystérésis, inertie climatique, ou encore "climate lag"), celui-ci a pourtant été estimé, et selon les sources disponibles il se chiffrerait en décennies, aux alentours de 40 ans (voir les références en bas de l'article). Le climat mettrait 40 ans à atteindre le réchauffement provoqué par une quantité x de gaz à effet de serre ajoutée à l'atmosphère.

Nous sommes, en 2014, à la date de la rédaction de cet article, déjà inquiets de ce que nous observons, et nous tentons de penser une action concrète pour ne pas que les choses empirent... mais nous réagissons à un monde qui date des années 1970, alors même que le monde de 2050 est déjà écrit !

Nous sommes en décalage psychologique et émotionnel de 80 ans avec la réalité.

Le climat que nous observons, éprouvons, et auquel nous croyons nous adapter n'est pas du tout celui qui est *déjà* écrit pour l'avenir. Par les boucles de rétroaction positive et par l'inertie atmosphérique, un autre monde existe déjà de façon certaine, qui adviendra quoi que nous fassions, et en toute raison les valeurs de dérèglement qui sont acquises promettent pour les prochaines décennies des conditions de vie particulièrement hostiles.

Que pourrait-on dire, d'ailleurs, du message colporté de-ci de-là, qui clame qu'une hausse de 2 degrés en 2050 serait soutenable ? Cette affirmation est méthodologiquement spacieuse, il n'y a aucune période de l'histoire qui puisse être comparable à celle que nous vivons. Une augmentation de 2 degrés en 150 ans, ça n'est qu'un instant à l'échelle des temps climatiques, personne ne peut être certain que la biosphère soit capable de le supporter.

Mise à jour du 25 mai 2015 : [le GIEC et l'ONU expriment](#) qu'à partir de 1,5 degrés le changement climatique entrerait déjà dans une phase d'évolution non linéaire, aux effets globaux irréversibles et particulièrement hostiles à la vie dans son ensemble.

Si l'évolution autonome du climat vers un invivable dérèglement pourrait être considérée acquise, d'aucuns se questionnent sur la possibilité qu'un arrêt ou une baisse des émissions de CO² au cours des prochaines décennies parviennent à ralentir, peut-être empêcher l'emballement que nous venons d'évoquer. Outre qu'il ne se trouve attesté par aucun fait jusqu'à aujourd'hui, alors qu'états et citoyens sont informés depuis longtemps déjà, cet espoir se voit contraint par des facteurs psychologiques et existentiels à mon sens irrévocables, en tout cas parfaitement vérifiables malgré la difficulté de l'étude des comportements humains.

2 Le libre arbitre, cette (belle !) illusion

La recherche contemporaine en neurosciences et sciences cognitives essaie de comprendre comment fonctionne la conscience et comment nous pouvons être dotés d'un libre arbitre. Bien que le débat ne soit pas clos sur leur interprétation, les résultats vont nettement dans le sens d'une compatibilité d'un nouvel ordre : le cerveau serait une structure qui bien que très complexe serait régie par une logique parfaitement déterminée, dont la conscience et le libre arbitre seraient des propriétés émergentes qui ne témoigneraient en rien pour le sujet de ce déterminisme qui les sous-tendrait.

Nous obéirions à des principes parfaitement rigides, nos décisions seraient prises très antérieurement à notre réflexion consciente, et nous ne ferions que « suivre » le déroulement de notre vie en étant persuadés de la mener de front.

Bien que troublante, cette interprétation est la seule qui tienne au regard des résultats expérimentaux, tous reproductibles et suffisamment vérifiés.

[Stanislas Dehaene](#), professeur au Collège de France, explique comment notre cerveau pourrait être vu comme un outil de calcul de probabilité sur l'état du réel en fonction des expériences passées (Inférence Bayésienne, voir la vidéo : [Le cerveau vu comme un système prédictif](#)) :

« Pour résumer, la théorie Bayésienne fournit un modèle mathématique de la manière optimale de mener un raisonnement plausible en présence d'incertitudes. Dès la naissance, le bébé semble doté de compétences pour ce type de raisonnement probabiliste. L'inférence Bayésienne rend également bien compte des processus de perception : étant donné des entrées ambiguës, le

cerveau en reconstruit l'interprétation la plus probable. La règle de Bayes indique comment combiner, de façon optimale, les a priori issus de notre évolution ou de notre mémoire avec les données reçues du monde extérieur. (...) Enfin, de nombreuses décisions humaines semblent résulter d'une approximation de la règle Bayésienne d'accumulation d'évidence, combinée à une estimation de la valeur attendue des conséquences de nos choix. » [Le cerveau statisticien : la révolution Bayésienne en sciences cognitives](#)

Ce modèle du cerveau statisticien s'inscrit dans la lignée des résultats obtenus par [B. Libet dès les années 1980](#) :

“C'est grâce à l'ingéniosité d'un dispositif expérimental dans lequel il fut demandé à des sujets d'appuyer sur un bouton et de bien prendre note de la position du point précis au moment où ils décidaient de fléchir le poignet, que la déconnexion entre le temps neuronal et l'émergence de la conscience a conduit Libet à construire une nouvelle interprétation du libre-arbitre. Il s'est en effet, aperçu que le laps de temps entre le mouvement de flexion du poignet et l'activité produite dans le cerveau, dit « potentiel de préparation motrice », allait de 300 à 500 millisecondes. Ainsi, alors que vous pensez prendre une décision, à votre insu, un groupe de neurones prépare l'émergence de votre intention.”

De tels résultats ont invité les scientifiques à se questionner sur la valeur de réalité de notre vie intérieure. Ces débats restent encore peu connus mais vont devenir centraux, car ils participent à comprendre **comment nous avons pu en tout sentiment d'impunité opérer la destruction de notre environnement, sans avoir aucunement la sensation de mal agir, ou même encore d'agir par nous-mêmes dans l'instant un risque existentiel évident pour demain** (Que dit la science de la valeur de la volonté humaine ? – [Human volition : towards a neuroscience of will](#) – P. Haggard).

Aujourd'hui, c'est bien la question de la responsabilité qui se voit explorée sous un angle nouveau, au regard d'un libre arbitre fortement remis en question ([Moral responsibility and free will : A meta analysis](#) – Florian Cova, document intégré dans les références), et la philosophie désormais ne peut plus proposer de concept sans tenir compte des données des neurosciences :

[Avant demain, Epigénèse et rationalité](#) – Catherine Malabou, interview (extraits) :

« Or, à l'inverse, ce que j'essaie d'organiser dans mon livre n'est pas simplement un dialogue avec la biologie. Je me demande bien plutôt si la

philosophie ne dépend pas, dans sa démarche ou ses concepts, de processus biologiques, si l'acte même de penser n'est pas toujours soutenu par des opérations neuronales. »

« On ne peut pas par exemple faire comme si les découvertes récentes sur le cerveau n'existaient pas. Il y a une sorte d'inertie en philosophie, qui repose sur l'idée qu'on ne peut rien prévoir, rien déterminer. Or, le réel, c'est toujours, quoi qu'on en dise, une affaire de détermination. »

« Il faut dégager aujourd'hui la vie de tout discours à la fois religieux, biopolitique et existentiel. »

Ce que nous dit la science de notre fonctionnement au regard de la contrainte écologique c'est que si nous sommes capables de nous tromper sur notre nature profonde et croire à une réalité intérieure qui ne correspond en rien à notre fonctionnement neurologique réel, le support à l'élaboration de croyances est potentiellement infini, et il ne peut plus être écarté que la croyance que nous survivrons à tout en soit réellement une, de même que d'autres croyances plus simples mais aux effets concrets tout aussi désastreux : croyance en la possibilité pour l'humain de protéger l'environnement, croyance en la possibilité d'opérer une transition énergétique.

Au-delà de ces croyances il est envisageable, et parfaitement rationnel, d'admettre que nous sommes des êtres vivants soumis à un déterminisme évolutif strictement inviolable, et que si la fin thermodynamique de l'humanité est inscrite dans ce déterminisme, nous ne pourrions y échapper provisoirement que par nos croyances, mais pas concrètement.

Ironiquement, alors même que l'existentialisme a beaucoup déconsidéré, voire méprisé la foi et les religions, le jugement de l'évolution, attestant de l'incapacité de notre volonté à sauver à la fois le monde et nous-mêmes pourra nous faire réaliser que faire confiance au libre arbitre est être porteur de la plus fragile... et de la plus naïve de toutes les croyances. Nous pourrions l'exprimer de façon plus légère : ce que disent les expériences sur les capacités de calcul probabiliste du cerveau à partir de l'expérience du passé, c'est que l'existentialisme a eu sa légitimité autrefois (au temps de l'opulence), mais qu'il est désormais disqualifié (par les limites de l'adaptabilité), et que les existentialistes ne le savent pas encore...

Les ouvrages proposés en tête d'article participent à élaborer une théorie écologique de l'esprit : une modélisation de la nécessité évolutive pour l'humain d'acquérir la capacité à élaborer des chaînes de causalité artificielles afin de se tromper lui-même sur le monde. L'humanité est l'espèce qui est parvenue à dépasser les contraintes de la régulation de la vie par la vie, pour

bénéficier des ressources de l'environnement à son seul avantage, au prix de la destruction de l'équilibre écologique vital. L'humanité serait alors la seule espèce qui soit devenue capable de se raconter des histoires et de s'adapter en fonction d'elles plutôt qu'en fonction de la réalité perçue.

Cette capacité demande une construction particulière de l'esprit, nécessairement dépendante du support physique qu'est notre corps. Si les neurosciences découvrent aujourd'hui de façon parfaitement rigoureuse et vérifiable les limites de nos illusions, il tient à chacun de nous, ne serait-ce que par principe de précaution, de s'interdire de faire une confiance aveugle à ce qu'il pense du réel pour opérer une adaptation à terme, en particulier désormais que nous constatons l'étendue concrète des dégâts que nous sommes capables de commettre en étant sincèrement persuadés de bien faire.

La « prise de conscience » n'a pas fait ses preuves, et elle n'a plus la science avec elle.

3 La compétition interdit la protection de l'environnement

[La « compétition » dans le sens Darwinien.]

Qu'en serait-il si nous espérions malgré tout pouvoir dépasser ce qui semble pré-écrit au cœur de nos structures cérébrales, peut-être dans nos gènes et dans les lois mêmes de l'adaptation humaine, extension particulière des lois de l'évolution ?

D'ailleurs, ces lois, ne disent-elles pas aussi que nos comportements sont contraints par la compétition entre les membres d'une communauté et entre les communautés elles-mêmes ?

Selon [l'équation de Kaya](#), le niveau de progrès (de confort, de sécurité) de l'humain peut être admis comme parfaitement indexé à la consommation d'énergie et aux émissions de CO² ($CO^2 = Population \times PIB/Population \times Energie/PIB \times CO^2/Energie$). Alors proposer de moins émettre de GES en réduisant la consommation de pétrole et de charbon c'est inmanquablement proposer de réduire notre niveau de vie... et cela induit un recul dans la compétition existentielle, à l'échelle de l'individu, de la famille, qui sera moins capable de se soigner ou de prendre soin de ses proches et de ses enfants, ou à l'échelle de la communauté : un pays qui réduirait volontairement son PIB reculerait instantanément dans la compétition internationale. Proposer donc de réduire notre niveau de vie signifie demander aux individus et aux peuples de faire des efforts à leur désavantage direct. Pourquoi feraient-ils ces efforts puisqu'ils seraient sûrs d'être perdants ? Même si à terme les efforts auraient protégé l'avenir, la compétition, elle, se joue bien dans l'instant !

[Que peut répondre le mouvement GREENPEACE à cet argument?]

La considération du facteur compétition dans la problématique écologique implique que toute demande de changement de comportement soit porteuse d'un principe totalitaire, plus ou moins bien dissimulé : si nous voulons réduire notre impact sur le monde, il faut que tout le monde accepte de réduire son niveau de vie. Tout le monde, car si ne serait-ce qu'une petite partie ne le faisait pas, elle dominerait immédiatement ceux qui auraient fait ces efforts. Formulé autrement : la seule solution pour que tout le monde change, alors que c'est un risque adaptatif évident, c'est que quelqu'un ou quelque chose l'impose. Ce quelqu'un ne pouvant pas apparaître parce que la communauté humaine sélectionne les dirigeants qui maintiennent les illusions (pas ceux qui en disant le vrai obligeraient à réduire le niveau de confort et de sécurité), celle-ci dans son ensemble procrastine jusqu'à ce que ce soit quelque chose d'extérieur à elle qui fasse un choix total, en l'occurrence les effets délétères de la destruction de l'environnement.

La compétition interne à l'humanité autorise la décharge de responsabilité sur un autre humain arbitrairement désigné coupable de tous les maux, et les conflits intérieurs empêchent l'acceptation qu'absolument tous les membres de la communauté humaine, sans exception, sont responsables de la destruction de l'équilibre écologique vital. Le conflit intérieur à l'humanité continuera, en détruisant le climat, jusqu'à ce que nous ne puissions plus alimenter le conflit, parce que nous ne pourrions plus nous alimenter (lire la [Loi de la dichotomie à l'axe](#) et [L'avenir de l'humanité : la paix absolue](#)).

Reste une question en suspens : en attendant que la destruction de l'environnement détruise l'humanité, comment pourrait s'opérer, lorsque les conditions de vie seront plus critiques qu'aujourd'hui, les relations entre les différentes options comportementales que nous pourrions suivre ?

Tout prophète d'un solutionnisme idéalisant (un militant dénataliste, ou pour la promotion de la décarbonation des sociétés, du nucléaire, du low tech, un défenseur des énergies renouvelables ou de la géoingénierie, un activiste permaculteur, végétarien...) ne demande-t-il pas implicitement au monde entier de changer de comportement selon une considération partielle du réel... une considération partielle ? Que cela pourrait-il dire du fantasme sous-jacent ? Que tout le monde change selon l'arbitraire avis d'un seul ou de quelques-uns ? Et comment la cause la plus forte demain dans la compétition pourrait-elle s'imposer aux autres ?

Le terme « solution » devrait être écarté de notre vocabulaire lorsqu'il s'agit de considérer une question totale, en particulier lorsque cette question évoque une fin.

[Il n'existe pas de solutions à notre crise environnementale totale.]

4 Un effondrement salvateur ?

[Un effondrement de nos sociétés de consommation (qui se produira inévitablement) ne va pas guérir notre environnement.]

Si nous avons relativisé l'efficacité d'une prise de conscience et que la compétition contraint nos espoirs, un dernier pari pourrait malgré tout être fait par les plus optimistes.

La sauvegarde de l'environnement serait possible parce que les économies les plus puissantes, les plus performantes, qui sont aussi les plus polluantes et les plus dépendantes au pétrole pourraient s'effondrer brutalement, par défaut de disponibilité d'énergie à bas prix, ce qui empêcherait de maintenir fonctionnelles les infrastructures qui consomment cette énergie et produisent de la richesse (industrie, chimie, agriculture...). Les économies effondrées n'auraient alors plus la possibilité de financer leur propre fonctionnement, l'environnement et le climat pourraient alors se voir épargnés par ce déclin qui précéderait une perturbation incompatible avec notre survie à terme. Ce pari est déjà osé en soi, car il signifierait un lâcher prise de centaines de millions d'humains et de leurs dirigeants, qui accepteraient définitivement de vivre dans un dénuement subi, avec une nourriture de mauvaise qualité, des services de soin gravement détériorés et une réduction des capacités de défense contre d'autres populations qui, subissant elles aussi l'effondrement, auraient malgré tout encore à leur disposition quelques armes toujours efficaces, quoique frustes.

Mais le lâcher prise définitif n'est pas un acquis, et nos économies pourront torturer les valeurs monétaires, les outils d'emprunt et les produits boursiers au-delà de l'absurde pour maintenir possible le financement de l'extraction, jusqu'à la dernière goutte du pétrole qui détruit notre atmosphère. N'est-ce pas, d'ailleurs, ce qui se produit en ce moment même ?

Il y a plus inquiétant. De la même façon que nous avons cru noble le fonctionnement des marchés durant la seconde moitié du 20^{ème} siècle, alors qu'ils travaillaient ardemment à construire une finance occulte circulant via des paradis fiscaux, si peu dissimulés d'ailleurs qu'il est surprenant que nous nous en soyons inquiétés si tardivement, il existe d'autres systèmes d'échange de valeur, certes plus sombres mais aussi intriqués à l'économie réelle que la finance occulte : l'économie mafieuse et criminelle.

Cette économie invisible (qu'on ne veut pas voir) est une proportion importante de l'économie réelle, ce ne sont pas quelques pourcents, en aucun cas une partie congrue dont on pourrait ne pas se préoccuper.

Voici quelques ordres de grandeur qui, s'ils seront à ajuster, pourront l'être aussi vers le haut, parce que par définition, toutes les données ne sont pas

accessibles.

Dictionnaire de l'économie – Larousse (document intégré en fin de texte) :

« **Économie souterraine** : Richesses produites à l'insu des pouvoirs publics, hors du circuit des impôts et des contributions sociales.

L'économie souterraine, parallèle ou « informelle », n'apparaît que depuis très récemment dans les chiffres du PIB des pays développés, mais il s'agit forcément d'estimations très vagues. Elle n'est pas seulement un phénomène réservé aux pays en développement, où son poids est souvent supérieur à 30 % du PIB ; elle concerne aussi les pays riches, en particulier ceux de l'Europe occidentale, où le phénomène prend une ampleur de plus en plus grande. Avec la mondialisation économique, les législations nationales n'évoluent pas au rythme souhaité par les entreprises, qui ont besoin d'une « flexibilité » et d'une liberté d'action accrues. L'économie souterraine leur offre cette marge de manœuvre désirée, tout en sapant les bases de financement des prestations sociales et des services publics. »

À qui Daech vend-il son pétrole ? – Huffington Post, 11 octobre 2014
(document intégré en fin de texte) :

« Si le marché des hydrocarbures est censé être transparent et le pétrole traçable, il existe aussi un marché bien plus opaque. (...) maquiller l'origine d'un pétrole est clairement faisable. Pour cela, deux solutions: soit le mélanger avec un pétrole "identifié" soit en détruisant les preuves de son origine c'est-à-dire en falsifiant le certificat d'origination. Et vu que ce dernier est délivré par les chambres de commerce locales, on imagine bien les fraudes qui peuvent exister dans un pays qui souffre de corruption.

Ces procédés sont ceux utilisés par les réseaux clandestins. "Souvent dans des situations d'embargo ou de conflits, des réseaux parallèles se mettent en place. Cela a par exemple été le cas après l'invasion du Koweït par l'Irak et la mise en place du plan 'Pétrole contre nourriture'", rappelle Maïté de Boncourt. Ce plan, supervisé par l'ONU, a été mis en place pour subvenir aux besoins humanitaires des Irakiens après que le pays a été sanctionné économiquement. Entre 1996 et 2003, Bagdad pouvait vendre tous les 6 mois pour 2 milliards de dollars de barils à condition d'allouer les recettes à la population. Sauf que le gouvernement de Saddam Hussein met en place un vaste système de corruption pour détourner le plan. "Du pétrole de contrebande est également vendu aux frontières, rapportant 11 milliards de dollars au régime baasiste", rappelle Le Monde. "Daech ne fait qu'utiliser d'anciens canaux parallèles, dont ceux qui existaient à cette époque", poursuit Maïté de Boncourt. »

[Peut-on faire sans les paradis fiscaux ?](#) – Slate, 17 avril 2013 :

« Aussi, lorsque l'OCDE estime que les échanges entre les filiales de groupes internationaux (les transferts intra-groupes) génèrent 40 à 60 % [du commerce international](#), on comprend à quel point les paradis fiscaux sont devenus un élément structurant de l'économie mondiale! Ils sont en réalité devenus indissociables de la mondialisation. Ils la nourrissent autant qu'elle les favorise.

En 2011, les exportations des pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont porté sur [16.700 milliards de dollars](#), et les exportations de services sur 4.000 milliards. Et le tiers de ces quelque 20.000 milliards de dollars aurait transité par des paradis fiscaux. Inconcevable! »

[Comment la cocaïne a sauvé les banques du crash financier ?](#) – Nouvel Observateur, 19 octobre 2014 (document intégré en fin de texte) :

« Comme l'a souligné Antonio Maria Costa, qui dirigeait le bureau drogue et crime à l'ONU, les organisations criminelles disposaient d'énormes quantités d'argent liquide à investir et à blanchir. Les gains du narcotraffic représentent plus d'un tiers de ce qu'a perdu le système bancaire en 2009, comme l'a dénoncé le FMI, et les liquidités des mafias ont permis au système financier de rester debout.

La majeure partie des 352 milliards de narcodollars estimés a été absorbée par l'économie légale. Quelques affaires en ont révélé l'ampleur. Plusieurs milliards de dollars ont transité par les caisses du Cartel de Sinaloa vers des comptes de la Wachovia Bank, qui fait partie du groupe financier Wells Fargo. Elle l'a reconnu et a versé en 2010 une amende de 110 millions à l'Etat fédéral, une somme ridicule comparée à ses gains de l'année précédente de plus de 12 milliards de dollars. »

Interview de [Jean-Pierre Goux](#), auteur du thriller scientifique « *Ombres et Lumières* » par [Automates Intelligents](#) (intégration de l'article dans les références ci-dessous) :

CJ : (Le crime organisé) Ce sont des marchés énormes...

JPG : Oui. Vu qu'il s'agit de marchés illicites, on ignore les chiffres exacts. Mais selon le [dernier rapport du comité de l'ONU](#) spécialisé sur ces questions (UNODC : United Nations Office on Drugs and Crime) sorti en octobre 2011, le chiffre d'affaires des activités criminelles illicites représenterait aujourd'hui 2 000 milliards de dollars. L'estimation qui circulait précédemment était

seulement de la moitié... Avec de tels revenus, les mafias produisent plus de richesses que de nombreux pays du G8 et mériteraient d'y figurer. C'est une force et une menace devenue colossale, bien souvent invisible et qui ne connaît pas la crise...

CJ : ...et qui s'en nourrit...JPG :

Oui. Plus la crise économique est grave et les populations malheureuses, plus les mafias se développent. C'était le moteur du premier cycle de développement des mafias. Le second viendra comme je le disais de l'exploitation de la finitude des ressources. Comme dans le tome 1, Ombres et lumières traite de transition écologique mais plus généralement de l'évolution de l'organisation des sociétés humaines. Il était donc indispensable pour moi d'introduire au sein de l'histoire une forte composante mafieuse. Parce que si les Etats n'en prennent pas conscience et ne réagissent pas à temps, la démocratie sera remplacée par une "voyoutocratie". C'est déjà le cas dans certains pays comme l'Italie et le Mexique où les Etats n'arrivent plus à contrôler des zones de non-droit, qui deviennent petit à petit plus étendues que les zones de droit. Cette voyoutocratie n'a rien à voir avec celle que l'on dénonce en France : je parle ici de pays laissés à des tueurs sanguinaires et aux pires exploiters. Si on laisse faire ça, dans dix ou vingt ans, on reviendra dans de nombreux pays aujourd'hui "démocratiques" aux âges les plus sombres du Moyen-âge.

En plus de son importante valeur relative, cette économie délictueuse a des qualités que l'économie réelle n'a pas (« économie réelle » ne veut pas dire grand-chose, tant elle est manifestement dépendante de l'économie souterraine) : elle est très plastique, protéiforme, diffuse (insaisissable) et, surtout, elle ne s'encombre ni de régulation contraignante ni de principes moraux : elle assume parfaitement d'appuyer sur la gâchette lorsqu'un exécutant ne travaille pas assez bien.

L'ironie veut que cette économie parallèle se soit certainement construite, justement, en parallèle de l'économie réelle, pour augmenter ses performances : en s'occupant du « sale boulot », elle a permis aux nations de promouvoir une économie propre, qui en façade ne finançait les guerres que pour obtenir la paix, non pour piller les ressources des pays agressés. L'économie réelle a financé des « armées de libération des peuples », quand l'économie parallèle s'occupait de financer l'ennemi (avec les mêmes monnaies) et, pour tout ou partie, de faire transiter « hors taxe », les fruits de l'avilissement forcé des pays attaqués. Nous avons pu, grâce à ce subterfuge, croire sincèrement en notre liberté et devenir de parfaits consommateurs automatiquement absouts de leurs achats, puisqu'inconscients de leur coût réel.

Désormais que la réalité nous contraint vraiment, que les illusions ne tiennent

plus et que « l'économie réelle » perd de sa puissance, le pouvoir pourra revenir à ceux qui l'ont d'ailleurs peut-être déjà : ceux qui ont l'emprise concrète sur les ressources. Nul ne peut savoir quel nom aura la monnaie qui paiera les esclavagistes des mines de charbon dans 40 ans ou qui soudoiera le dernier état qui aura dans son sol les derniers barils de pétrole. Mais cette monnaie aura de la valeur, assurément.

Des successions de crises, de paliers vers le bas pourront avoir des effets de lissage temporel. Des effondrements économiques, plus ou moins localisés, de plus ou moins grande ampleur, pourraient « retarder » l'extraction des ressources, mais sans remettre en question que tout ce qu'il faudra sortir du sol pour soutenir nos sociétés déclinantes et achever le climat le sera.

Le réel n'est pas seulement ce que nous connaissons de lui et l'existence humaine ne se laissera pas anéantir sans tout faire pour résister. Elle ira chercher hors du cadre de la légalité les moyens dont elle aura besoin pour servir ceux qui auront su se placer stratégiquement sur l'échiquier du déclin, et qui remplaceront les naïfs.

Note : ce qui semble valable pour l'économie l'est certainement aussi déjà pour la protection de l'environnement et des espèces : nos initiatives n'ont pas de résultats globalement positifs aussi parce qu'elles sont en grande partie compensées négativement par le braconnage, le trafic, [la pêche illégale](#)... dont nous avons du mal à admettre l'importance et parfois même l'existence. Voir également [l'effet Alle anthropogénique](#).

5 L'autodestruction est inscrite dans le principe d'humanité

Il n'est pas d'humanité sans technique. Ou, plus précisément, il n'est pas d'humanité sans technique qui l'autorise à exploiter l'environnement pour en obtenir un bénéfice adaptatif au détriment des autres êtres vivants.

L'humanité, ça n'est rien d'autre que cela : la capacité à dépasser les contraintes de la régulation de la vie par la vie, c'est-à-dire la sélection naturelle qui a pendant 3,8 milliards d'année éliminé tout être vivant et toute espèce qui aurait pu, en profitant pour elle seule de l'environnement, empêcher la vie de se déployer dans son ensemble et au maximum de ce que l'environnement terrestre permettait.

Les trois ouvrages proposés en tête d'article développent chacun une part des questions sur la nature humaine au regard des contraintes de la relation à l'environnement.

Essai Sur la Raison de Tout : inscription de l'humanité dans un contexte évolutif universel

Synesthésie et probabilité conditionnelle : hypothèses sur l'origine et le support du singulier esprit humain

Le piège de l'existence : en quoi l'humanité, malgré certaines de ses croyances, ne peut en aucun cas dépasser les lois de l'évolution

Sans développer plus ici la *théorie écologique de l'esprit* proposée dans ces ouvrages, nous pouvons retenir que la surexploitation de l'environnement est consubstantielle à l'humain et que c'est la particularité de la construction de sa psyché et de sa cognition, à partir d'un traitement particulier des informations provenant de la perception, qui lui a permis de maintenir possible – un temps – cette surexploitation, par invention de stratégies de contournement des écueils adaptatifs peu à peu rencontrés. Si certaines populations ont pu connaître de très longues périodes de latence, sans dégâts environnementaux majeurs, le potentiel de surexploitation était présent et sa mise en œuvre ne s'opérait en effet que sous la contrainte extérieure : maladie, guerre, famine...

Comme il est proposé plus haut, l'humanité serait la seule espèce capable de se raconter des histoires et d'opérer son adaptation en fonction d'elles plutôt qu'en fonction de la réalité perçue, et toutes ses capacités originales (la complexité de son langage notamment) ne seraient issues que de ce talent, si dangereux talent.

Ce principe d'humanité peut se résumer ainsi (*Essai Sur la Raison de Tout*) :

4.3.16 Principe d'humanité

Le principe d'humanité est la complexification du lien par reproduction et sélection des êtres humains les plus performants dans la transformation active de l'environnement pour le bénéfice humain ainsi que dans la capacité à rejeter les effets destructeurs de cette transformation.

Se demander si l'humanité survivra au déclin, au regard de la fin des ressources et des perturbations écologiques revient à se demander si l'humanité parviendra, en fonction des conditions de vie d'un monde post-déclin, à établir une mode de relation à l'environnement qui en soit respectueux, même en condition de stress pour cause de compétition guerrière, de lutte contre la faim ou la maladie. La seule descendance de l'humanité qui pourrait survivre serait celle capable de ne

plus du tout prendre le risque de surexploiter l'environnement, quelles que pourraient être les motivations à cette surexploitation.

Elle ne serait alors plus humaine !

Elle serait en quelque sorte un "marronnage" de l'humanité (marronnage = retour à la vie sauvage), car **le retour à une relation équilibrée à l'environnement signifie nécessairement ne plus avoir d'avantage sur les autres êtres vivants, cela serait l'abandon de toute technique, en particulier le feu, l'agriculture et la totalité des outils depuis peut-être la pierre taillée.**

Si une communauté humaine survit au déclin des civilisations du pétrole, elle subira la tautologie du principe d'humanité : pour rester humain il faut détruire l'environnement, pour ne pas détruire l'environnement, il faut être incapable d'en tirer aucun bénéfice qui définisse l'humanité. La fin humaine est inscrite dans la définition même de notre nature, la seule question étant celle de « quand ? ».

Et que dire de ce « quand ? », alors que nous avons vu que des conditions environnementales stables – comme l'humanité en a connu longtemps – ne se retrouveront plus et que ce sont bien **les limites de l'adaptabilité qui se rapprochent par la destruction active de l'équilibre écologique vital ?**

Etienne Klein : Vous êtes venus en voiture ?



<https://youtu.be/ZfZvLVUxXBI>

Étienne Klein est un physicien français né le 1er avril 1958. Il est ancien élève de l'École centrale Paris et a obtenu un DEA de physique théorique. Il a par la suite effectué un doctorat en philosophie des sciences et il a obtenu une habilitation à diriger des recherches (HDR).

6 Des processus, non une suite d'événements

« Ce qui est, à mon sens, pure miséricorde en ce monde, c'est l'incapacité de l'esprit humain à mettre en corrélation tout ce qu'il renferme. Nous vivons sur

une île de placide ignorance, au sein des noirs océans de l'infini, et nous n'avons pas été destinés à de longs voyages. Les sciences, dont chacune tend dans une direction particulière, ne nous ont pas fait trop de mal jusqu'à présent ; mais un jour viendra où la synthèse de ces connaissances dissociées nous ouvrira des perspectives terrifiantes sur la réalité et la place effroyable que nous y occupons ; alors cette révélation nous rendra fous, à moins que nous ne fuyions cette clarté funeste pour nous réfugier dans la paix et la sécurité d'un nouvel âge de ténèbres. »

H. P. Lovecraft, *Le mythe de Cthulhu*

Nous ne pourrons pas empêcher les mors sévères du piège de l'existence de se resserrer.

Alors que nous n'avons à notre disposition que la possibilité de faire des mesures sur le passé, parfois, mais difficilement, sur l'instant et des estimations sur le futur, au-delà de tout ce que nous rêvons de maîtriser avec tous nos outils et toutes nos techniques se jouent deux processus, que nos mesures ne circonscrivent pas, contre lesquels nous ne pouvons rien.

Un processus autonome, inaccessible :

Si toute émission de gaz à effet de serre pouvait être stoppée du jour au lendemain, le climat continuerait à évoluer de lui-même vers un état directement hostile à la survie humaine.

Un processus actif, irrépressible :

La perturbation du climat, nous ne pouvons pas exister sans. Nous n'avons pas d'autre choix que d'exercer une emprise destructrice sur l'environnement pour maintenir nos avantages adaptatifs.

Ces deux processus sont parfaitement et irrémédiablement intriqués : **plus l'équilibre écologique vital sera perturbé, plus le climat sera dérégulé, plus nous exigerons des ressources qu'elles nous protègent, plus nous participerons à la continuation de la destruction du climat.** C'est d'ailleurs exactement ce qui se passe déjà, nous ne réalisons simplement pas à quel point le monde est détérioré parce que nous siphonnons de toutes parts tous les moyens qui nous permettent de maintenir l'illusion protectrice.

Afin de nous protéger de la conscientisation de l'inaccessibilité et de l'irrépressibilité des processus en jeu, nous les intellectualisons en parcelles, en segments, en ensemble de données, que nous traitons « toutes choses égales par

ailleurs ». Le climat est perturbé par nos émissions de CO² ? Voyons si nous ne pouvons pas les réduire (sans tenir compte de ce que cela signifierait en terme de maintien des avantages acquis). Nous sommes trop nombreux sur terre ? Voyons si une politique de contraception ne pourrait pas être mise en place (sans tenir compte, en plus des questions morales évidentes, du lien entre natalité et niveau de vie, qui implique de devoir rendre plus riches, donc plus destructrices de l'environnement, les populations à fort taux de natalité). Il n'y a bientôt plus de pétrole et de charbon ? Mettons en œuvre les énergies renouvelables ! On me reprochera ce rapide procès, mais **si les infrastructures des énergies renouvelables ne peuvent être ni construites ni entretenues sans une autre énergie que celle qu'elles produisent [donc sans aucun pétrole], elles participent à la pression sur les ressources énergétiques primaires, et ne leur survivront pas. Sans évoquer même la fin des métaux...**

Mais si dans nos esprits si agiles, nous parvenons à cliver nos analyses en rejetant ce qui nous déplaît, le principe de l'existence, et de l'existence humaine en particulier, impliquent pour le réel l'empêchement absolu du "toutes choses égales par ailleurs" (lire : [Méthodologie universelle – De quoi dépend l'objet ?](#)). Puisqu'il n'est pas d'humanité sans exploitation des ressources au-delà de toute régulation, si par un heureux mais improbable concours de circonstance, l'agriculture pouvait être sauvée, nous polluerions tous les cours d'eau et finirions intoxiqués. Si le climat pouvait être sauvé, nous stériliserions les terres et la faim nous éliminerait. Si le nucléaire ou les énergies renouvelables pouvaient être pérennes, nous consumerions jusqu'au dernier gramme toutes les matières premières et disparaîtrions par manque de ces matières premières.

Les processus en jeu concernant le déclin et la fin de l'humanité sont de ceux qui se renforcent d'autant qu'on essaie d'exercer une emprise sur eux (voir l'[effet de la reine rouge](#)). L'humanité est sa propre boucle de rétroaction positive. Tout dégât qu'elle commet, elle ne peut en réparer les effets qu'en exploitant encore son environnement, ce qui ne peut que générer d'autres dégâts.

Même s'il restait un espace terrestre relativement protégé après le déclin des civilisations du pétrole, cet espace serait lui aussi finalement dévasté, peu importe l'échéance. Le principe d'humanité est sa propre prophétie en perpétuelle auto-réalisation et le clivage, le déni de réalité lui étant indissociables, l'ultime prophétie ne manquera pas de se réaliser (sauf en cas de marronnage, nous l'avons vu, mais cela revient aussi à la disparition de ce qui *définit* l'humanité).

Ce principe qui singularise l'humain n'est d'ailleurs pas nécessairement un principe exclusif ! Il existe peut-être dans l'Univers d'autres mondes qui abritent la vie, dominés par une autre espèce intelligente. Et peut-être même que

la planète de cette autre espèce est beaucoup plus grande que la nôtre, avec beaucoup plus de ressources. Quoiqu'il en soit, cette autre espèce intelligente se trouvera elle aussi confrontée, au bout d'un temps différent du nôtre, aux limites de son environnement, qu'elle continuera à exploiter en totale déraison, et sûrement en pleine conscience de l'imminence d'une fin. Parce qu'elle n'aura pas le choix, non seulement si elle veut maintenir sa vie possible malgré l'augmentation progressive des contraintes adaptatives, mais aussi tout simplement si elle veut rester intelligente (mise à jour du 6 février 2015 : [Le paradoxe de Fermi et les extra-terrestres invisibles](#) – “Une croissance de 2 % par an poursuivie pendant quelques millénaires grille presque nécessairement le système planétaire qui en subit l'expérience” – CNRS).

7 L'incertitude comme une défense, non comme de la prudence

Alors que notre esprit découpe, segmente, détoure le réel afin certainement de faciliter le traitement des données, mais surtout d'écarter celles qui sont incompatibles avec les intérêts même de l'esprit, un processus est par nature insaisissable, ne peut pas être circonscrit. Un processus est toujours changeant et aspire avec lui toutes données anciennes en en créant en permanence de nouvelles. En outre, il ne se définit, a contrario d'un événement, ni par lui-même, ni par celui qui essaie de le penser. Son déroulé est régi par des éléments extérieurs non compris dans l'observable : les raisons du déclin humain ne sont pas contenues seulement dans la nature humaine ou dans la nature tout court. Elles sont leurs liens externes définissants, les lois primitives du monde, l'héritage de l'absolu qui se révèle enfin pour peut-être disparaître à jamais, en tant qu'une fois dit, sa parole ne pourra plus jamais être portée par personne.

Le foisonnement d'indicateurs, de statistiques, de calculs probabilistes sur le réel (toujours discutables !) ne nous dit rien sur une autre façon d'orienter nos comportements. Nos comportements ne sont pas dictés par des valeurs mais par des besoins. L'humain aura toujours besoin de surexploiter son environnement pour rester un animal singulier, peu importe la mesure de cette surexploitation. Les données ne peuvent nous instruire – et encore – que sur le tempo des événements, en dessinant éventuellement un horizon... mais il faut même relativiser ce tempo et cet horizon, car les moyens que nous aurons d'opérer des calculs projectifs vont se réduire en même temps que nous perdrons les moyens de construire, entretenir et alimenter nos ordinateurs ou simplement même les instruments de mesure de demain, aussi low tech soient-ils !

L'avenir restera flou sur son déroulement, jusqu'à la fin. Seule l'issue est claire. Voilà pourquoi nous sommes tant attachés aux données, aux mesures,

nécessairement imprécises. Elles nous dissimulent l'issue certaine. Les données ne font pas sens, même sous formes de belles courbes, de grandiloquents tableaux colorés. Il faut qu'un affect, qu'une émotion soit attachés à l'objet de connaissance pour que l'esprit et le corps puissent se l'approprier. Nous ne pouvons pas comprendre le sens des courbes, car nous n'y attachons aucune émotion.

Dans ce même objectif d'éloigner le ressenti et ce qu'il nous dit de l'avenir, nous abusons largement de l'incertitude (lire [Espoir et méthodologie : utilisation opportune mais erronée des concepts scientifiques](#)), au point de dévoyer la prudence scientifique pour construire un pare-feu d'ignorance factice. Sous le prétexte d'un dépassement des savoirs anciens, mais en en récupérant abusivement l'ambition de sagesse, nous avons promu un avenir totalement ouvert, aux potentialités infinies, déclarant l'humanité toute puissante devant les forces de la nature prétendument domptées. Mais l'issue était pourtant connue et même écrite depuis longtemps, y-compris sous sa forme et sa réalisation. Nos mythologies ont annoncé, certainement avant même la période dite « historique », un ultime temps infranchissable, parce que nos aïeux ressentaient, éprouvaient parfaitement les principes, les dimensions et l'ordre supérieurs, quand une certaine science, avide de liberté opératoire et d'indéterminisme, a perdu le sens et l'émotion des choses (lire [Les Fins du Monde, de l'Antiquité à nos Jours](#), Jean-Noël Lafargue).

Désormais que nous redécouvrons dans le réel les limites de ce réel, parce qu'elles franchissent avec chaque jour plus d'aisance les remparts de nos froids dénis, nous devons nous résoudre à admettre que cette incertitude scientifique nous aura fait passer directement du « on ne sait pas » à « il est trop tard ».

Mais la science avait-elle vraiment le choix ? Ne devait-elle pas à tout prix maintenir éloigné d'elle le principe de précaution... parce qu'il aurait empêché la science elle-même ? Si nous avions vraiment cru ce que savaient les thermodynamiciens depuis bientôt 200 ans ([Réflexions sur la puissance motrice du feu et sur les machines propres à développer cette puissance](#), Sadi Carnot, 1824), aurions-nous développé les moteurs thermiques et l'agriculture intensive ? Aurions-nous vraiment pu écouter les naturalistes et les lanceurs d'alerte du 19^{ème} siècle ?

« (...) Négligeant toujours les conseils de l'expérience, pour s'abandonner à ses passions, il (l'homme) est perpétuellement en guerre avec ses semblables, et les détruit de toutes parts et sous tous prétextes : en sorte qu'on voit des populations, autrefois considérables, s'appauvrir de plus en plus. On dirait que l'homme est destiné à s'exterminer lui-même après avoir rendu le globe inhabitable. »

Jean-Baptiste de Lamarck, 1820

« Nous nous résignons donc à ne pas être compris aujourd'hui, bien certain qu'un jour viendra où ce livre ne fera que formuler l'opinion du monde. »

La fin du monde par la science, E. Huzar, 1855

La science se trouve aujourd'hui dans une position inconfortable : ce sont ses propres équations, connues de longue date, qui montrent qu'elle ne peut elle-même se faire sans détruire le monde (la thermodynamique, depuis Carnot, suffit encore, lire aussi Thermodynamique de l'évolution, F. Roddier, 2013 et François Roddier par-delà l'effet de la Reine Rouge par Matthieu Auzanneau). Il ne serait pas surprenant que dans quelques années un retour critique sur la science passée et contemporaine lève le voile sur des pratiques euphémisantes voire obscurantistes, au cœur même des modèles et des méthodologies (Le travail de F. Roddier pourrait subir cette critique : si celui-ci est passionnant pour ce qu'il dit d'une logique et d'un déterminisme de l'évolution, les ouvertures sur l'avenir proposées restent sans fondement clair, voire antinomiques avec les principes thermodynamiques pourtant rigoureusement décrits).

Nous ne pouvons pas nous empêcher d'évoluer, de progresser, malgré les savoirs, malgré la prise de conscience. C'est la compétition pour l'existence qui nous y a contraints. Et quoi qu'on en pense de toute façon les faits sont là et irrémédiables, entraînant avec eux malheureusement un risque nouveau : lorsque nous avons des doutes, il fallait faire de la science pour être plus sûrs. Désormais qu'il est trop tard... la science a-t-elle carte blanche ?

8 Conclusion

Il est trop tard... depuis toujours parce que nos espoirs et nos croyances (ou même notre ignorance !) ne réécrivent ni les lois de la thermodynamique, ni le principe d'évolution, ni le principe d'humanité. D'autant plus que rien de ces lois et de ces principes ne sont des données saisissables, mais des processus sur lesquels nous n'avons aucune prise.

Contrairement à ce que nous croyons, nous ne parlons pas, entre nous, humains, d'écologie afin de tenter de résoudre les problèmes. Nous savons bien d'ailleurs, par notre corps, à défaut de notre esprit, qu'ils sont sans solution et c'est ce qui nous angoisse profondément. Nous ne faisons que tenter de maintenir notre emprise sur des problématiques que nous avons travaillé ardemment à nous dissimuler depuis que l'esprit est apparu dans l'histoire (progressivement, depuis plusieurs centaines de milliers d'années), c'est-à-dire

que nous maintenons la compétition pour savoir non pas qui parviendra à faire changer les choses, mais pour nous faire croire que cela est possible, contre toute raison, pour le bénéfice du maintien au plus haut de nos illusions procrastinatrices. Les fantasmes sur la protection de l'environnement inventent de nouveaux leaders charismatiques, aux discours plus absurdes et obscurs encore que ceux des prophètes anciens, mais la communauté en bénéficie pour ce qu'elle parvient à prolonger, un peu, son histoire...

Sans pouvoir estimer la date de sa survenue et sans avancer qu'elle pourrait survenir sans aucun sursis, après le déclin la fin du monde humain est certaine, d'autant plus que nous aurons des doutes sur cette fin. Nous utiliserons ces doutes comme justification de l'utilisation de toutes les techniques qui nous détruiront. Comprendre que l'autodestruction est inscrite dans le principe d'humanité n'est pas tenter de définir les moyens pour espérer les maîtriser mieux, c'est comprendre que tous les moyens sont bons.

Je conclurai cet article comme je conclus souvent mes textes qui évoquent la fin du monde humain. Ce que nous dénions encore si puissamment aujourd'hui a été pressenti et écrit depuis longtemps déjà. Quelques mots qui résument tout :

*« Je suis un homme infortuné,
qui voulant se garder
de la mort, l'a cherchée !
En la fuyant je l'ai trouvée
car il n'est pour la mort
aucun endroit secret ;
d'où l'on peut déduire, en toute évidence,
cette proposition : tel qui le plus fuit son effet,
est celui qui le plus en subit l'effet. »*

Calderón de la Barca, Extrait de La vie est un songe, 1636

Traduction de Bernard Sesé, Flammarion, 1992

Définitions et références

Marronnage ([définition CNRTL](#)) : [En parlant d'un animal domestique] *Qui, s'étant échappé, est retourné à la vie sauvage.*

Boucles de rétroaction positive :

L'Obs : [Réchauffement climatique et dégel du permafrost : la plus grave menace de l'humanité](#)

“J’ai interrogé le spécialiste russe du permafrost, le professeur Sergey Zimov. Il pense que si la température terrestre augmente de 3-4 degrés, le permafrost va dégeler sur plusieurs dizaines de mètres de profondeur avant la fin du siècle. Actuellement, il se réchauffe et fond en surface. S’il dégèle, il libérera dans l’atmosphère les gaz à effet de serre qu’il contient. La température sur Terre pourrait alors augmenter de plusieurs degrés ou dizaines de degrés supplémentaires.”

Pour autres références voir sur le site de Vincent Mignerot en fin d'article : <http://www.theorie-de-tout.fr/2014/10/26/environnement-climat-declin-fin-monde-humain-trop-tard-depuis-toujours/#.Va-HRLUudoN>

[L'or : la protection ultime contre la Grande catastrophe financière](#)



[Egon von Greyerz](#)
[Matterhorn Asset Management](#)

Publié le 28 août 2015

[L'ennui avec l'or c'est qu'il n'y en a trop peu sur terre pour remplacer nos systèmes économiques basés sur du papier.]

Ce qui se passe actuellement sur les marchés ne devrait pas être une surprise pour les investisseurs qui comprennent ce qu'est une monnaie saine et ont entendu nos avertissements lors des dernières années.

Cela fait tellement longtemps que le monde est déconnecté de la réalité que le crédit illimité à zéro pourcent, les centaines de milliers de milliards de dollars de nouveau crédit et les millions de milliards en produits dérivés passent pour de la vraie monnaie, de vrais actifs. Tout cela fait partie de la normalité... Mais nous avons pu voir, ces deux derniers jours, à quelle vitesse l'euphorie se transforme en peur.

Le Dow Jones a baissé de 500 points, vendredi dernier, et plus de 1 000 points, lundi, soit la plus grande baisse journalière de son histoire. Le "[Plunge Protection Team](#)" (ou l'équipe de prévention des krachs aux USA) a du coup acheté le Dow pour essayer de le faire remonter jusqu'à -100 points, mais le cours n'a pas tenu et a quand même clôturé à -600 pour la journée. La

manipulation du Dow à la hausse a échoué.

Toute intervention s'avèrera futile et temporaire. Avant que nous n'assistions à la fin de la plus grosse bulle de l'Histoire, le Dow Jones et la plupart des marchés auront perdu au moins 90%. C'est ce qui arrive lorsqu'une bulle d'actifs basés sur de la richesse illusoire et de la fausse monnaie implose. Le monde découvrira bientôt que "l'Empereur n'a pas de vêtements".

La Chine croyait qu'en copiant le système financier malade de l'Occident et en augmentant les emprunts par 14 en 15 ans, elle deviendrait ainsi une superpuissance économique, la plus grande économie au monde. En lieu et place, la Chine est devenue une super-bulle qui commence maintenant à imploser. Les pays émergents ont cru que la Chine accumulerait leurs matières premières pour l'éternité, mais ils apprennent maintenant que les arbres ne montent pas jusqu'au ciel. Leurs dettes, elles, oui, évidemment. Le Japon est malade et son économie s'enlisera dans le Pacifique. Et la superstructure européenne socialiste était vouée à l'échec dès le départ. Quand les politiciens créent des monstres mégalomanes pour leurs propres égos, cela mène droit au mur.

Donc les marchés s'effondrent et les devises plongent. Le prochain désastre financier, le plus grand de tous, sera le marché des obligations. Avant que l'effondrement de ce marché ne soit terminé, plus de 100 000 milliards \$ auront disparu de ce marché, et les taux d'intérêt seront de 18-19%, et peut-être même beaucoup plus hauts.

Cela nous ramène à la préservation de richesse et à l'assurance contre les actifs qui implosent et tous les risques actuels.

L'or physique continuera d'être utilisé comme monnaie, comme il l'a été depuis 5 000 ans, alors que les devises plongent et que les actifs implosent. L'or physique est essentiel, mais comment et où il est détenu est absolument critique.

Voici quelques critères pour posséder de l'or :

- Il doit s'agir d'or physique. Pas d'or-papier de quelque forme que ce soit, qu'il s'agisse d'ETF ou de contrats à terme (futures).
- L'or doit être stocké en-dehors du système bancaire et ce, dans les coffres les plus sécurisés au monde.
- L'or doit être entreposé dans des pays qui ont un système politique sain et

stable. De préférence, il ne devrait pas être entreposé dans le pays de résidence de l'investisseur.

- Il est extrêmement important que l'or soit détenu directement par l'investisseur et qu'il ait un accès personnel à ses lingots d'or alloués et numérotés. Tous les risques de contrepartie doivent être éliminés autant que possible. La plupart des sociétés offrant de l'or et son entreposage prétendent que les investisseurs sont les seuls propriétaires. Mais l'or est détenu dans un sous-compte de la société, sans accès direct au coffre... Nous trouvons cela inacceptable. Un investisseur ne devrait pas avoir à passer par une tierce partie pour accéder à son or. Le reçu de l'entrepôt ou le certificat de propriété doit être au nom de l'investisseur qui doit pouvoir avoir un accès direct à son or. C'est une subtilité que la plupart des investisseurs ne réalisent pas lorsqu'ils achètent et stockent de l'or, mais c'est extrêmement important.

La préservation de richesse devient absolument critique étant donné que le monde entre dans ce qui sera probablement la période la plus volatile de l'Histoire, économiquement, financièrement et géopolitiquement. L'or physique est une assurance contre ces risques. À travers l'histoire, l'or a toujours joué le rôle de monnaie véritable et de préservation de richesse à chaque fois qu'il y a eu une crise, où que ce soit dans le monde.

Remerciements à Egon von Greyerz. de www.goldbroker.fr

Marchés actions : la Chine a encore beaucoup à apprendre

28 août 2015 | Bill Bonner | La Chronique Agora

▪ Donald a émis un soupir de soulagement. Lui et les autres riches ont eu un répit, dans la volée de bois vert qu'ils prennent ; les actions ont rebondi.

(Un de nos lecteurs nous a corrigé. Donald Trump n'a pas fait faillite personnellement. Ses *projets* ont fait faillite. Et seulement quelques-uns. Il n'est pas l'arriviste irréfléchi que nous avons dépeint, mais un homme d'affaires prudent, calme et rationnel qui réagit simplement aux occasions et aux défis qui se présentent à lui).

Il n'y a pas de quoi s'inquiéter, ce n'est qu'un accès de vapeurs, non une épizootie

Le rebond de ces derniers jours confirme le point de vue général : il n'y a pas de quoi s'inquiéter, ce n'est qu'un accès de vapeurs, non une épizootie. La banque privée US Trust rassure ses clients :

"Les événements des jours derniers étaient dus à la crainte de revenir à l'environnement boursier de 1997-1998, lorsque la crise des devises asiatiques a mené à une correction significative sur les marchés boursiers mondiaux. Une seconde baisse de l'énergie, une chute durable vers des plus bas record pour de nombreuses matières premières et un plongeon sur les marchés des devises et des actions dans les pays émergents font naître la peur d'une récession mondiale. Il faut ajouter à cela que les investisseurs s'inquiètent d'un resserrement de la Réserve fédérale alors qu'a lieu un ralentissement à grande échelle — ce qui augmente la fuite vers la sécurité.

Nous ne sommes pas d'accord avec ce qu'envisagent certains — une récession précédée par une crise financière. Les caractéristiques techniques des marchés sont peu encourageantes et semblent se détériorer, mais l'environnement fondamental, l'environnement politique mondial et désormais les valorisations s'améliorent dans la majeure partie des régions économiques. La Chine et les marchés émergents sont certainement encore en ralentissement, mais le monde développé est en train de passer à la vitesse supérieure".

US Trust, tout comme Donald Trump et une bonne partie des médias, affirme que la chute est de la faute des Chinois. Les marchés émergents ralentissent, disent-ils, tandis que les Etats-Unis et les économies développées passent "à la vitesse supérieure".

"Supérieure" ? En ce qui nous concerne, nous sommes plutôt d'avis qu'ils sont passés en marche arrière.

▪ **La Chine a encore du chemin à faire**

Pour en revenir à la Chine, comment se fait-il qu'elle ralentisse ? Eh bien, il semblerait que les Chinois ont trop emprunté, trop construit et trop spéculé — exactement comme M. Trump. Et les Etats-Unis.

Et maintenant que M. le Marché donné une leçon aux investisseurs, les autorités chinoises cherchent désespérément à fermer les écoles — comme aux Etats-Unis.

M. Trump devrait chanter les louanges des Chinois. Au moins ont-ils encore des outils disponibles pour faire quelques plaisanteries de plus. Leur taux directeur est encore au-dessus des 4% ; aux Etats-Unis, il frôle le zéro depuis six ans. Et ils sont prêts à faire tout et n'importe quoi — aussi absurde que ce soit — pour que leur marché actions reste surévalué. Le simple fait d'en parler est devenu un délit punissable par la loi.

*Mais mal évaluer les
prix des actifs est une
erreur élémentaire*

Nous ne plaisantons pas. Nos analystes à Pékin doivent

faire attention à ce qu'ils disent, sous peine de se faire arrêter. Cela montre que les Etats-Unis sont une économie avancée : lorsqu'il s'agit de tromper les investisseurs, ils ont plus recours à la fraude et moins à la force. Bon... soyons indulgents avec les Chinois ; ça ne fait pas longtemps qu'ils gèrent une économie de marché. Ils ont encore beaucoup à apprendre. Lorsqu'on manipule les cours — en manipulant les marchés —, par exemple, on n'augmente pas la valeur intrinsèque des actions. On les rend simplement moins attirantes pour les investisseurs sensés. A court terme, la hausse des cours semble être une bonne nouvelle. Les investisseurs se donnent des tapes dans le dos. Les commentateurs bavassent sur "la vigueur de l'économie américaine". Le public pense s'être enrichi. Mais mal évaluer les prix des actifs est une erreur élémentaire. Comme nous l'avons vu à la fois en Chine et aux Etats-Unis, ça pousse les ressources réelles dans des investissements idiots et de la surproduction. Aux Etats-Unis, il y a plus de centres commerciaux qu'il n'y en a besoin. En Chine, ils ont trop d'usines. (Nous ne faisons que supposer, bien entendu... Seul M. le Marché peut le savoir avec certitude. Et dans les deux pays, il a été bâillonné par le gouvernement central).

Le vrai problème, dans les deux économies, est un excès de dette et apparentés. La dette a faussé l'économie et la structure du capital, générant de la surcapacité dans certains secteurs-clé ainsi que des actifs surévalués — les actions, les obligations et l'immobilier — quasiment partout. Maintenant que M. le Marché commence à exprimer son avis, les autorités se précipitent avec plus de gaze et de ruban adhésif.

▪ Restez-en au tangible !

Récemment, à New York, des amis nous ont demandé notre avis :

"Devrions-nous investir en bourse ?"

Il s'agit de personnes qui rachètent des vieilles maisons et des propriétés commerciales dans la région de Tivoli ; ils les retapent pour les louer ensuite. Visiblement, l'endroit est de plus en plus couru les week-ends... en plus d'abriter quelques hipsters et philosophes récemment diplômés de Bard College. C'est un quartier dont la cote est en hausse, avec de bons restaurants et bars, une jolie architecture du 19ème siècle et une atmosphère détendue.

Lorsque nous leur avons demandé de préciser quelques chiffres, nos amis ont répondu :

"Eh bien, les choses par ici deviennent relativement chères. Mais on peut encore acheter une vieille maison pour 180 000 \$. Nous investissons 30 000 \$ environ pour les réparations [ils font les travaux eux-mêmes]... et nous louons ensuite pour 2 000 \$ par mois".

Cette esquisse n'était pas assez détaillée pour calculer un rendement précis —

mais les bases nous semblaient saines.

"Si j'étais vous", avons-nous dit, "je continuerais tout simplement comme ça. Votre retour sur investissement est correct. Vous ne dépendez pas autant du capitalisme de copinage que sur les marchés boursiers. Vous comprenez ce que vous faites. Vous contrôlez votre temps et votre investissement. Vous n'avez pas besoin de Janet Yellen ou de la banque centrale chinoise pour protéger votre investissement".

"Vous achetez aussi bon marché que quiconque et vous dépensez probablement moins que vos concurrents en rénovation et entretien. Vous ne ferez probablement pas mieux que ça avec les actions. Qui plus est, votre portefeuille pourrait partir en fumée. Les maisons, en revanche, resteront là".

Forte hausse du pétrole , on parle de rachats du découvert

Bruno Bertez 27 août 2015

Avec la hausse du pétrole, le tableau est complet et ce qui nous vient à l'esprit, c'est:

bravo l'artiste!

La reprise en mains est parfaite.. Iront ils jusqu'à faire remonter le High Yield et a faire remonter les devises des Emergents?

ce qui apparait clairement, depuis le début de la semaine, c'est :

1 la violence des mouvements, elle est d'ampleur historique

2 que la spéculation est en embuscade et que de gros opérateurs s'engouffrent très vite et très gros quand ils sentent l'odeur du sang

3 que le fonctionnement des marchés et la recherche des prix vrais ou raisonnables est devenue impossible, il faut se rendre à l'évidence et ceux qui ne le veulent pas le paient très cher.

il n'est plus possible de « fight the fed » ou les autorités quelles qu'elles soient. Ce qui signifie que le grand jour, quand il arrivera et c'est inéluctable, le grand jour se fera sans amortisseurs: ce sera le tout ou rien, les ajustements intercalaires sont prohibés.

A trop en faire, les autorités se laissent griser par les joujoux qu'ils ont en mains. Déjà les propos de Dudley étaient aux limites du contre productif, mais ce qui s'est passé ce jour l'est carrément.

L'AUTORITE S'USE SI ON S'EN SERT.

« Le pétrole a gagné jusqu'à plus de 9% jeudi, enregistrant l'une de ses plus

fortes hausses en une séance depuis des années, le regain d'appétit des investisseurs pour les actifs à risque et des informations sur une réduction de l'offre déclenchant des rachats de découverts par des opérateurs positionnés à la baisse.

Ce brutal retournement intervient après deux mois de chute des cours qui avaient fait plonger le brut à un plus bas de six ans et demi lundi.

Les mesures de soutien à l'activité prises par les autorités chinoises et la perspective d'un report de la hausse de taux directeurs aux Etats-Unis ont ravivé l'appétit pour le risque.

L'envolée des cours du pétrole s'explique aussi par le cas de force majeure déclaré par Shell sur ses exportations de pétrole nigérian, des indications sur une baisse des stocks américains et la révision en hausse des chiffres de la croissance aux Etats-Unis au deuxième trimestre.

Le cours du baril de Brent gagne plus de 3,20 dollars sur la première échéance à 46,38 dollars (+7,42%) vers 17h30 GMT et fait plus que compenser ses pertes de la semaine passée. Il était tombé lundi à un plus bas depuis mars 2009 à 42,23 dollars.

Fin janvier, le cours du Brent avait déjà fortement rebondi par rapport à un plus bas de six ans à l'époque, gagnant près de dix dollars en trois séances et amorçant une reprise avant de se stabiliser pendant tout le deuxième trimestre.

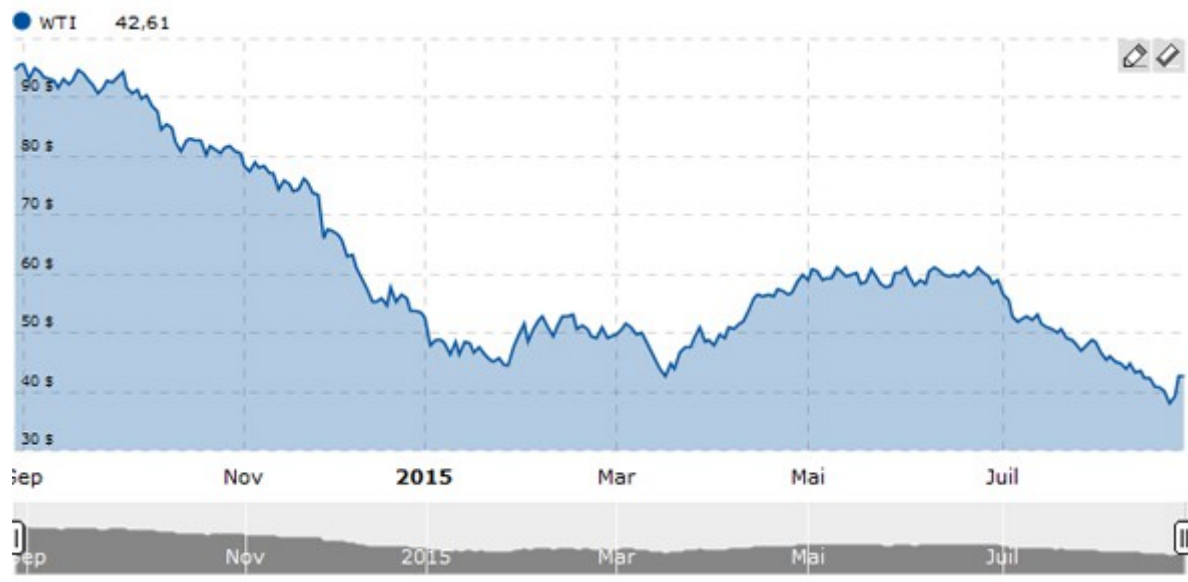
Le cours du baril de brut léger américain a gagné jusqu'à près de 10% sur le contrat octobre, en hausse 3,65 dollars à 42,25 dollars, dépassant sa plus forte hausse en pourcentage sur une séance enregistrée en juin 2012. Il avait touché lundi un plus bas depuis février 2009 à 37,75 dollars. »

[Qui a \(encore\) tué le baril de pétrole ?](#)

28 août 2015 | [Cécile Chevré](#) | LA Quotidienne d'Agora

Le pétrole n'est vraiment pas dans une bonne passe. Alors qu'au printemps, un rebond des cours du baril semblait se dessiner – et que les investissements reprenaient doucement dans le secteur pétrolier et parapétrolier –, l'été a de nouveau été fatal à l'or noir et nous avons revu des cours que nombre d'analystes (dont je fais partie) pensaient appartenir au passé.

Le WTI est ainsi repassé sous la barre des 40 \$ et le Brent sous celle des 45 \$. Voici ce que cela donne de manière plus graphique.



Cours du WTI sur un an



Cours du Brent sur un an

Et maintenant ? Le pétrole peut-il à nouveau chuter ? Va-t-il, au contraire, rebondir ? Pour tenter de répondre pas trop sottement à ces questions, il faut nous intéresser à ce qui a motivé la récente nouvelle glissade des cours du baril. Et faire la distinction entre des facteurs de long terme – que vous devez certainement déjà bien connaître depuis le temps que je vous en parle – et des raisons plus immédiates.

Commençons par le long terme. Tout a commencé, il y a plus d'un an déjà, par la décision de l'Arabie saoudite de ne plus jouer son rôle de régulateur des prix du pétrole (en réduisant ou augmentant ses exportations).

L'Arabie saoudite, grand manitou des prix du pétrole

Une décision qui a été très largement commentée et discutée, et dont les

principales raisons peuvent être rapidement résumées ainsi : (1) emm**** les Russes et (2) emm**** les producteurs de gaz et de pétrole de schiste américains.

En sapant le cours du baril sous le pied des Russes, l'Arabie saoudite cherche manifestement à préserver ses parts de marchés en Asie, un continent qui est, comme vous le savez, le marché d'avenir de l'énergie. Dans le viseur de Riyad, les différents contrats signés entre la Russie et les pays asiatiques (pensez aux supers contrats signés l'année dernière avec le Japon et surtout avec la Chine) ainsi que les oléoducs et gazoducs qui en découlent.

En maintenant des prix du pétrole très bas, l'Arabie saoudite, qui n'a pas franchement de problèmes de budget, espère mettre de gros bâtons dans les roues branlantes du charriot russe, extrêmement dépendant des revenus du pétrole. Et si, au passage, des cours du pétrole au raz du plancher peuvent emm**** les autres producteurs de pétrole de la planète (le Venezuela, l'Irak, l'Iran et tous les autres...), c'est toujours ça de gagné.

Pour ce qui est des raisons de la haine de l'Arabie saoudite contre les producteurs de gaz et de pétrole de schiste, je vous avoue que ses motivations m'échappent en grande partie. Le pétrole produit sur le sol américain y demeure, le gouvernement interdisant les exportations de cette matière première plus que stratégique.

Il est cependant vrai que la phénoménale expansion de la production *made in Etats-Unis* a de quoi chatouiller la susceptibilité de l'Arabie saoudite qui voit son statut de principal producteur de la planète remis en cause et dont les exportations vers les Etats-Unis sont inversement proportionnelles à la courbe de production de pétrole américain.

Bref, si l'Arabie saoudite pouvait avoir la peau des producteurs américains et, par la même occasion, donner un signal d'avertissement à ceux qui à Washington veulent libéraliser les exportations de pétrole, c'est une nouvelle fois tout bénéf.

Un problème d'offre et de demande...

La stratégie de l'Arabie saoudite n'aurait pas été si efficace – du moins sur les cours du baril – si le marché de l'offre et de la demande ne lui avait pas été favorable. Et, en effet, depuis 2014, on constate un fléchissement de la hausse de la demande mondiale en pétrole. Celle-ci continue de progresser, mais moins vite qu'apparemment.

Rentrer dans les détails de ce fléchissement serait long, fastidieux pour vous comme pour moi, et pas vraiment nécessaire à notre réflexion du jour. Je vais donc résumer en disant que la demande des pays occidentaux et surtout des pays émergents recule sous le coup des difficultés économiques mais aussi, et

c'est une bonne nouvelle, d'une meilleure utilisation du pétrole et de ses dérivés.

Demande qui progresse moins vite qu'anticipé et, comme nous l'avons vu, offre en forte progression : le cocktail est détonnant et a fait passer le baril de Brent de 115 \$ en juin 2014 à 50 \$ en janvier dernier.

Au printemps cependant, le secteur pétrolier semblait en voie de stabilisation, voire même de reprise. Le cours du WTI était repassé au-dessus de 60 \$ et celui du Brent au-dessus de 65 \$.

La Chine se jette dans les roues du rebond

Las, l'été a encore été meurtrier. Le coupable ? La Chine semble le responsable le plus évident. La crise boursière sur fond de difficultés économiques – et de baisse de sa demande en énergie – a scellé le sort du pétrole, du moins dans l'esprit des marchés. Il me semble que le marasme économique chinois – et ses conséquences sur la demande énergétique du pays – ont été largement montés en soufflé par les analystes occidentaux, mais passons...

Quoi qu'il en soit, le baril vient d'encaisser une nouvelle claque qui donne l'occasion à tout ce que la planète compte de personnes intéressés par le marché du pétrole de se creuser les méninges et de tenter de deviner l'avenir du baril. Tentatives à relativiser car rares sont ceux qui avaient anticipé la chute de 2014 (et je n'en faisais pas partie !).

Les arguments pour une faiblesse prolongée ne manquent pas de poids car, au fond, le panorama général de l'offre et de la demande n'a pas été modifié en profondeur depuis l'année dernière. Du côté de l'offre, on attendait un effondrement de la production avec des producteurs étranglés par des cours du pétrole au plancher. Un effondrement que l'on attend toujours !

La production de pétrole américain a même récemment atteint de nouveaux plus hauts malgré les difficultés financières de plus en plus graves de nombre de petits producteurs. La raison ? Elle pourrait être résumée ainsi : “marche ou crève”, ou plutôt “produit ou crève”. Pour nombre de producteurs, et tout particulièrement les plus petits, les plus spéculatifs et/ou les plus endettés, un arrêt de la production signe leur arrêt de mort. Ils ont donc produit à tout-va, comme si demain n'existait pas.

Une logique qui n'est pas l'apanage de producteurs de pétrole de schiste américains. Nombre de pays obéissent plus ou moins à la même règle, du Venezuela à l'Irak. Il faut produire, il faut vendre (à n'importe quel prix) pour éviter la faillite, l'effondrement.

Combien de temps pourra se poursuivre une telle course à l'abyme ? C'est ce que nous verrons dès lundi.

- See more at: <http://quotidienne-agera.fr/2015/08/28/cours-petrole-baril-chine/#sthash.pUYCtnKo.dpuf>

– Quelle est la mobilité du futur?

août 28, 2015/ Vidéos des éconoclastes /par Nicolas Meilhan

Notre Econoclaste Nicolas Meilhan présentait sa vision de la mobilité du futur le 27 août lors de l'université d'été de la fondation e5t à La Rochelle.



<https://youtu.be/rNBZ9ppGZ9o>

La voiture électrique s'inscrit-elle vraiment comme le futur de la mobilité? Nous pensons tous, en effet, que le problème était son moteur à essence ou diesel. D'où la cristallisation autour de la voiture électrique, soi-disant « propre ».

Mais le véritable problème ne serait-il pas plutôt qu'elles ne sont occupées en moyenne que par 1,3 personne alors qu'elles peuvent en transporter 4 voire 5 en même temps? Si l'on augmentait de seulement 10 % le taux d'occupation moyen de nos voitures – de 1,3 à 1,4 personne par voiture, cela suffirait pour résorber la grande majorité des bouchons du jour au lendemain !

Une infrastructure de transport routier sous-utilisée

Si l'on s'intéresse maintenant de plus près à nos problèmes de « saturation » d'infrastructures, quatre solutions s'offrent à nous pour tenter de les résoudre :

1. Construire plus de routes
2. Rouler dans des voitures plus petites – Smart, kei-cars au Japon
3. Monter à plus de personnes par voiture – covoiturage avec Blablacar
4. Réduire le nombre de voitures – autopartage avec Buzzcar ou Autolib

Comme il n'est pas dans l'air du temps de construire plus de routes (en tout cas en zone urbaine), il est plus réaliste de raisonner à infrastructure routière constante (avant que toutes les berges ne soient fermées à la circulation à Paris).

Mais il ne faut pas oublier que l'infrastructure de transport routier est constituée des routes mais aussi de toutes les voitures en circulation – des rails sans les trains ne serviraient pas à grand-chose.

Et justement, ces voitures, passent 95% de leur temps à l'arrêt et, quand elles

roulent pendant les 5% du temps restant, leur taux d'occupation est voisin des 30% (1.3 personne par voiture), ce qui nous donne un taux d'utilisation pondéré de 1.5% – vous conviendrez qu'il existe une petite marge de manœuvre pour optimiser l'utilisation de cette infrastructure de transport routier existante!

Bien évidemment on n'atteindra jamais un taux d'utilisation de 100% ni même les 70% requis généralement par un outil de production (de mobilité dans notre cas) pour couvrir ses coûts fixes mais les voitures partagées atteignent des taux d'utilisation de 40% (soit 8 fois plus) et monter à 2 personnes par voiture (40% de taux d'utilisation) ne semble pas irréaliste non plus, ce qui aboutirait à un taux d'utilisation pondéré de l'infrastructure routière de 15%, soit 10 fois plus.

La fin des constructeurs automobiles?

Il est important de savoir que l'usage du véhicule partagé, qui est une excellente alternative pour la ville, ne sera couronné de succès qu'à condition, dans le même temps, de décourager fortement l'usage de la voiture individuelle. Cela vaut aussi pour la voiture électrique face à la voiture thermique d'ailleurs. Il faut à la fois une carotte et un bâton !

Le transport en commun (ou partagé) reste évidemment une excellente alternative. La convergence de nouvelles technologies – internet, la géolocalisation et les smartphones – a permis à de nouvelles offres de service de se développer et devenir beaucoup plus attractives qu'il y a encore quelques années.

La voiture 1L/100 km

Dans un contexte d'énergie contrainte plus particulièrement en Europe, et alors que les voitures fonctionnent à 99,9% au pétrole, il est primordial de (re) développer des voitures petites, légères, peu voraces en pétrole et économiquement accessibles à tous.

La voiture 1L au 100 km n'est désormais plus une option, mais une nécessité absolue ni nous ne voulons pas tous finir à vélo! Une voiture électrique de 600 kg équipée d'un petit prolongateur d'autonomie fera parfaitement l'affaire pour baisser du jour au lendemain notre consommation de pétrole de 80%.

Quelle est donc la mobilité du futur?

De manière plus générale, le bus, le scooter et le vélo sont des moyens de transports bien plus efficaces que la voiture individuelle dans les espaces limités et contraints de nos villes, que ce soit du point de vue énergétique ou de l'emprise au sol. En effet, il faudrait monter à 8 personnes dans une voiture électrique pour être aussi « efficace » qu'un vélo en termes d'emprise au sol et à plus de 100 personnes si l'on regarde plutôt l'efficacité énergétique !

Confirmation, la Chine vend des Treasuries longues pour soutenir le YUAN

Bruno Bertez 27 août 2015

Nous maintenons ce que nous avons écrit il y a peu , les réserves monétaires de la Chine ne sont pas colossales comme certains le croient: Elles sont modestes en regard du vrai critère qui est M2. Or sous cet aspect le ratio des réserves en regard de M2 n'est que 17%. Les fuites de capitaux quotidiennes, elles , sont vraiment colossales.

« China has cut its holdings of U.S. Treasuries this month to raise dollars needed to support the yuan in the wake of a shock devaluation two weeks ago, according to people familiar with the matter.

Channels for such transactions include China selling directly, as well as through agents in Belgium and Switzerland. China has communicated with U.S. authorities about the sales, said another person.

The People's Bank of China has been offloading dollars and buying yuan to support the exchange rate, a policy that's contributed to a \$315 billion drop in its foreign-exchange reserves over the last 12 months. The \$3.65 trillion stockpile will fall by some \$40 billion a month in the remainder of 2015 because of the intervention, according to the median estimate in a [Bloomberg survey](#).

China selling Treasuries is “not a surprise, but possibly something which people haven't fully priced in,” said Owen Callan, a Dublin-based fixed-income strategist at Cantor Fitzgerald LP. “It would change the outlook on Treasuries quite a bit if you started to price in a fairly large liquidation of their reserves over the next six months or so as they manage the yuan to whatever level they have in mind.”

Gross's Tweet

The PBOC and the U.S. Embassy in Beijing didn't immediately respond to requests for comment. Bill Gross, who manages the \$1.47 billion Janus Global Unconstrained Bond Fund, tweeted Wednesday “China selling long Treasuries ?????”.

Two-year Treasuries erased an earlier advance, with their yield little changed at 0.67 percent as of 11 a.m. in London. It fell as much as two basis points. The 10-year yield declined three basis points to 2.15 percent, near to its average for the past month.

Chinese sales of U.S. government debt may have kept yields from falling this month as a selloff in global stocks prompted investors to favor the safest assets.

“By selling Treasuries to defend the renminbi, they’re preventing Treasury yields from going lower despite the fact that we’ve seen a sharp drop in the stock market,” David Woo, head of global rates and currencies research at Bank of America Corp., said on Bloomberg Television on Wednesday. “China has a direct impact on global markets through U.S. rates.”

China Holdings

The latest available Treasury data and estimates by strategists suggest that China controls \$1.48 trillion of U.S. government debt, according to data compiled by Bloomberg. That includes about \$200 billion held through Belgium, which Nomura Holdings Inc. says is home to Chinese custodial accounts.

The PBOC has sold at least \$106 billion of reserve assets in the last two weeks, including Treasuries, according to an estimate from Societe Generale SA. The figure was based on the bank’s calculation of how much liquidity will be added to China’s financial system through Tuesday’s reduction of interest rates and lenders’ reserve-requirement ratios. The assumption is that the central bank aims to replenish the funds it drained when it bought yuan to stabilize the currency.

Chinoiseries...

Patrick Reymond 27 août 2015

La crise chinoise semble donc bien rentrée dans les mentalités, et avec elle, la crise de tous les émergents, et celle du monde développée. Pendant ce temps, une chancelière veut accueillir 800 000 réfugiés et en refiler, par quotas, aux voisins.

Merveilleuse Angela. Tous les alternatifs doivent l'aimer. Elle massacre l'euro, l'UE, toute la doxa européiste et droit de l'hommiste.

C'est sûr que les 15 millions de pauvres français, les 20 millions allemands, vont être ravis de les voir débarquer...

Surtout dans un contexte d'effondrement économique. Le grand alibi de l'immigration, c'est "qu'on en avait besoin". ça pouvait se défendre en 1970, mais beaucoup moins de 1973 à 2007, et absolument pas depuis 2007, seul des idiots, pouvaient appeler à "plus d'immigration", pour "plus de croissance". Je n'en citerais aucun, mais il y en a un qui faisait l'éloge des résultats économiques de Moubarak, ben Ali et Kadhafi. C'est Assad qui doit être content de ne pas avoir été félicité.

Quand à dire que la crise boursière a peu d'impact sur l'économie chinoise, c'est

aussi, complètement crétin. Toutes les monnaies émergentes s'effritent, et même celles qui n'émergent pas.

On dit que les délocalisations vers la Chine devraient s'arrêter et même s'inverser. C'est vrai. Quand on a fauché 50 % de l'industrie mondiale, on peut difficilement aller au delà.

Quand au "grand ouest chinois", c'est du pipotron de première qualité. La totalité des pays qui se sont développés ont laissés en arrière de larges pans de leurs territoires. L'ouest chinois sera un gouffre sans fond.

Bref, la "croissance", mondiale globalement, est une niaiserie. Même dans les pays en développement. Le gros de cette croissance, c'est de l'immobilier, qui a le désavantage de ne se pouvoir bouger, et qui a tôt fait de se transformer en coupe-gorge, et en ruine. Les chinois investissent un peu moins de 50 % de leur pib. Mais où ? Dans des industries de bases modernisées et rachetées souvent aux occidentaux. Pour faire quoi ? de l'acier de construction, des constructions qui pour beaucoup ne trouvent pas preneurs. On surestime donc le rythme de croissance, qui semble t'il ne peut dépasser, en réalité, les 6 %. Après, on sombre dans les conventions et les magouilles de stats.

Dans un de mes anciens blogs, les restants ne veulent pas voir l'horrible vérité. le pétrole et le gaz de schistes sont un mélange de bulles de crédits pas chers en dollars, et de lois fiscales nord-américaines. Ailleurs, ça ne vaut pas un pet de lapin. L'industrie pétrolière américaine, d'ailleurs, vit sur cet axiome. sur 500 000 puits, pas même 20 000 seraient rentables ailleurs dans le monde. Les USA produiraient donc 800 000 barils/jours.

C'est l'économie réelle qui s'effondre. Le taux d'occupation des containers (Asie-Europe) a baissé de 60 % en 3 semaines. C'est Al Sissi, qui va être content, avec son tout nouveau canal de Suez flambant neuf...

Alors, il est normal que les "alternatifs", de tous poils, aient le vent en Poupe, "the" Donald aux USA, Corbyn en Grande Bretagne, le FN ici. Malgré leur politique de rupture, ou plutôt, à cause de leur politique de rupture, de leurs écarts de langages et de dogmes. Tout le monde voit bien que cela ne passe plus.

Mais comme je disais, les "cosaques sociologiques", les attachés au système de Michel Drac, ceux, qui, fonctionnaires et retraités sont attachés à la monnaie forte, au bien (*le contraire du mal, celui que leur dit le bedeau le curé et même son éminence, remplacé ici par TF1, Claire Chazal et la ligue des droits de l'homme, surtout étrangers, d'ailleurs, parce que les droits de l'ouvrier, la LDH, ça l'emmerde et elle s'en tamponne.*) et à l'Union européenne, sont encore nombreux, mais mon petit "doit", m'indique qu'ils risquent fort vite de s'en détacher, eux aussi.

Comme je l'ai dit, le mince vernis de civilisation, ça peut craquer très rapidement, et on peut le voir dans les bousculades pour les soldes.

L'insoutenable légèreté de la dette publique

Posté le 28 août 2015 par *Bruno Colmant*

La dette publique est un concept insaisissable. Ses facettes sont nombreuses car elle représente à la fois une prospérité future empruntée, un financement de biens publics qu'une population refuse de payer à son coût réel et un transfert continu des créanciers de l'État vers les secteurs publics, à l'instar d'une gigantesque sécurité sociale. La dette publique serait alors à l'épargne privée ce que l'impôt est aux revenus. Elle serait même « la » représentation ultime de la solidarité étatique puisque son refinancement conditionne les mécanismes fiscaux et de redistribution.

Il y a aussi une dimension temporelle très particulière. Un titre de dette publique constitue, pour ses détenteurs, un capital. Mais, contrairement à un capital privé, qui représente du travail passé progressivement épargné, la dette publique constitue aussi un prélèvement sur le travail collectif futur. Plus spécifiquement, le créancier de l'État lui prête de l'argent grâce à l'épargne du travail passé, tandis que l'État (le débiteur) rembourse sa propre dette grâce à un prélèvement fiscal sur le travail futur. C'est logique : la dette publique est garantie par la capacité de l'État à lever des impôts portant, entre autres, sur les revenus professionnels futurs. En s'endettant, l'État demande donc à des créanciers de lui faire crédit au motif qu'il sera capable d'exiger un prélèvement sur la création de richesse de ses futurs contribuables.

Aujourd'hui la dette publique belge dépasse largement les richesses annuelles créées par le pays (c'est-à-dire le PIB). A cette dette apparente de l'ordre de 440 milliards d'euros à laquelle il faut ajouter une dette de pensions qui, si elle était exprimée en euros de 2015, atteindrait 4 fois le PIB. Cette dette n'est d'ailleurs supportable que par le bas niveau des taux d'intérêt. Une question se pose alors : comment est-il possible qu'une population ait accepté de financer la dette de son propre Etat dans des proportions qui, aujourd'hui, rendent cette dette insupportable ? N'est-ce pas schizophrénique de contracter collectivement une dette qu'on sait excessive ? Cela ne relève-t-il pas d'une profonde naïveté de croire que ce seront toujours les travailleurs de demain qui rembourseront cette dette ?

Et puis, d'où l'argent épargné pour financer cette dette provient-il ? De la croissance passée ? D'une confiance en nous-mêmes qui sommes simultanément et concomitamment débiteurs et créanciers collectifs de l'Etat ? Du fait que l'Etat nous a octroyé des biens publics à coût très bas (éducation, transports routiers et ferrés, etc.) qui nous ont permis d'épargner...et de financer l'État que nous finançons désormais.

Ces questions n'ont pas de réponse précise. L'économiste allemand Adolphe Wagner (1835-1917) qui énonça sa loi éponyme, à savoir que plus la société se civilise, plus l'État est dispendieux, ce qui se traduit par le fait que la part des dépenses publiques dans le PIB augmente avec le revenu par habitant. Wagner décèle donc une corrélation entre le niveau de développement, l'étatisation de l'économie...et l'importance de la dette. Wagner explique cela par le fait que le développement accroît la demande de biens publics à un rythme qui lui est supérieur.

Mais alors, nous quitterions la schizophrénie pour entrer dans la paranoïa : mieux nous vivons collectivement, plus nous reportons sur nos descendants un déficit de bien-être. Nous sacrifierions notre futur au présent, alors qu'un projet de prospérité devrait conduire à améliorer le sort de nos descendants.

Une question parallèle est de savoir dans quelle mesure une dette publique est soutenable ? En matière de dettes publiques, le principal réflexe est de les comparer au PIB et à la capacité fiscale de l'Etat émetteur, comme je l'ai fait ci-dessus. Mais une autre dimension doit être prise en compte lorsque la dette publique devient trop importante par rapport au PIB : il s'agit de la capacité de canaliser l'épargne domestique vers le financement de la dette. Une dette publique est, en effet, plutôt refinancée que remboursée. C'est intuitif : sans épargne domestique, l'Etat ne trouve pas ...de créanciers ! La dette publique est tolérable si l'épargne domestique est, au pire, suffisante pour être capturée et, au mieux, utilisée comme garantie morale pour attirer des créanciers étrangers. C'est ainsi que la Belgique a contracté une dette supérieure à son PIB tout en gardant une notation de crédit favorable et un accès à des créanciers étrangers dans un contexte de taux d'intérêt bas. Cette situation n'est viable que parce que l'épargne domestique est importante : elle sert de garantie à la dette.

Ceci étant, même si elle est refinancée, une dette publique n'a de valeur qu'à la condition que l'Etat, sur laquelle elle repose, honore ses engagements. Or l'Etat n'a pas de mémoire puisqu'il reflète l'expression des forces socio-politiques du moment. C'est ainsi que Marx (1818-1883) considérait que la dette publique était sans lien nécessaire avec le processus de production de capital et qu'elle n'était pas un titre sur du capital réel. Il l'assimilait à un capital fictif, parce qu'il en voyait l'extinction dans la révolution, état préalable à la victoire du prolétariat. Aux yeux de Marx, cela allait même plus loin : comme la dette

publique est un travail passé accumulé et gagé par un travail futur, cette même dette devait être annulée par la négation de la propriété privée, qu'il percevait comme un obstacle à l'égalité sociale. Proudhon (1809-1865) n'avait pas une vision très éloignée.

Dans un saisissant recueil de textes des années vingt et trente consacrés à la monnaie et à l'économie, Keynes abordait avec lucidité la dégradation du pouvoir d'achat de la monnaie. Pour l'économiste anglais, cette dernière n'est pas un accident de l'histoire car deux forces de traction induisent la perte de la valeur de la monnaie : l'impécuniosité des gouvernements et l'influence politique des débiteurs. En d'autres termes, l'endettement excessif de l'État, combiné à la difficulté d'en imposer la charge sur ses citoyens, le conduit à déprécier sa monnaie afin d'alléger le remboursement de la dette.

Et finalement, la question est de savoir vers quel système politique une dette publique excessive entraîne? Quel est, en effet, l'aboutissement de ce mouvement de fuite dans lequel l'Etat s'engouffre au travers de l'endettement public ? Est-ce vers une étatisation insidieuse de toute l'économie et/ou vers la perte de pouvoir d'achat entraînée par l'inflation qui découle de l'arme monétaire ? La réponse se situe sans doute dans une complexe chimie de ces deux éléments qu'on pourrait qualifier, dans la logique d'Hayek, d'étatisation inflationniste.

La déflation c'est maintenant !

Par Serge Federbusch. Publié le 28 août 2015 dans Économie générale Contrepoints

Le problème de l'économie chinoise est devenu planétaire.



Le phénomène de yo-yo qui affecte les marchés financiers a atteint des amplitudes extrêmes ces jours derniers. Les « investisseurs » sont drogués aux taux d'intérêt artificiellement bas que fournissent ces étranges dealers que sont devenues les grandes banques centrales. Il a suffi que quelques maxi boursicoteurs jugent soudain que la chute brutale du marché des actions allait contraindre la Fed et la Banque de Chine à maintenir leur politique d'argent facile et le rebond est apparu comme par enchantement. Mais, de la même manière que les arbres ne montent pas jusqu'au ciel, les autorités monétaires ne peuvent maintenir indéfiniment une situation où l'épargne n'est plus rémunérée. Dans un monde où baissent l'ensemble des prix et des taux d'intérêt, il n'est guère étonnant que celui des actions finisse un jour par être touché. La surprise

vient plutôt de l'étonnement des commentateurs et de certains opérateurs de marché.

Car la chute de la bourse de Shanghai n'est pas la simple correction d'une exubérance irrationnelle s'étant emparée de ce marché depuis un ou deux ans. Le problème de l'économie chinoise est double et il est devenu planétaire.

D'une part, les statistiques, comme une grande partie de l'économie financière de l'Empire du milieu, sont truquées par un parti-État qui veut afficher des bonnes nouvelles afin de tromper les agents économiques et créer ainsi la réalité qu'il souhaite. On ne connaît donc pas précisément la situation réelle de la Chine. Cela peut faire passer les investisseurs de l'euphorie au malaise puis à la panique en un temps très court.

D'autre part, ce qui est certain, c'est que l'économie chinoise est extrêmement dépendante des exportations et, malgré certains progrès, peu innovante au regard de la place qu'elle a prise dans les échanges mondiaux. Elle a conquis des parts de marché par la compétitivité-prix sans guère apporter au monde de progrès technique notable. Mais une économie plus inventive implique une société plus libre. Le rattrapage ne peut être qu'économique, il doit être aussi démocratique. Et c'est ici que le rôle du parti-État, longtemps bénéfique à la croissance, devient désormais un obstacle. On va bientôt reconsidérer Tien An Men et les événements de 1989.

Au fond, le grand paradoxe du capitalisme mondial de ces trente dernières années est qu'il reposait trop sur l'efficacité d'une bureaucratie chinoise officiellement communiste qui agissait surtout comme une sorte de super conseil d'administration d'un régime autoritaire. La Chine a servi de gigantesque machine à comprimer les coûts de production. En réaction, les États nations qui le pouvaient ont protégé leurs citoyens électeurs en laissant filer les dettes et la création monétaire tout en bénéficiant de cette arrivée massive de produits à bon marché.

Autrefois, les États-Unis assuraient à la fois un rôle de promotion des innovations techniques et de relance contra-cyclique quand la demande planétaire flanchait. La Chine ne fait suffisamment ni l'un ni l'autre et c'est cette alternative qui fait défaut. Le yo-yo boursier va donc se poursuivre et le vrai krach n'a pas encore été ressenti. Il le sera quand les opérateurs de marché réaliseront que les banques centrales ne sont définitivement pas de taille à régler ce déséquilibre.

Du reste, le meilleur indice de la gravité de la situation est que notre président s'est déclaré « confiant » avec son sûr instinct économique : « *Les autorités chinoises [...] ont les moyens d'agir, et la croissance chinoise, même si elle continue de ralentir, reste à un niveau particulièrement enviable.* » Il n'en rate décidément pas une !

Les Banques centrales corrompent l'économie réelle

Par Paul Craig Roberts et Dave Kranzler – Le 23 août 2015 – Source [paulcraigroberts](#)

Assistons-nous à la corruption des banques centrales? Observons-nous les pouvoirs de création monétaire des banques centrales, utilisés pour faire monter les prix des marchés boursiers au bénéfice des ultra-riches?

Ces questions viennent à l'esprit lorsque nous avons appris que la banque centrale de Suisse, la Banque nationale suisse, a acheté 3 300 000 actions d'Apple au premier trimestre de cette année, en ajoutant 500 000 autres au deuxième trimestre. Une bonne idée aurait été de vendre, pas d'acheter.

Il se trouve que la banque centrale suisse, en plus de ses actions Apple, détient de très fortes positions en actions, allant de 250 M\$ à 637 M\$, dans de nombreuses sociétés américaines – Exxon Mobil, Microsoft, Google, Johnson & Johnson, General Electric, Procter & Gamble, Verizon, AT & T, Pfizer, Chevron, Merck, Facebook, Pepsico, Coca Cola, Disney, Valeant, IBM, Gilead, Amazon.

Parmi cette liste des avoirs de la banque centrale suisse, il y a les titres qui sont responsables de plus de 100% de la hausse sur la dernière année du S&P 500 avant la récente chute des marchés.

Qu'est-ce qui se passe ici?

L'utilité des banques centrales est de servir de prêteur en dernier ressort pour les banques commerciales confrontées à une ruée des déposants pour sortir leur cash.

Dans ce cas, les banques commerciales demanderaient des prêts à leur banque centrale, pour lever des fonds afin de rembourser les déposants. Des entreprises feraient faillite, et les banques ne pourraient pas rembourser les déposants.

Avec le temps, cette justification de l'utilité de la banque centrale est devenue redondante avec le rôle, tenu par le gouvernement, d'assurance des dépôts bancaires, et les banques centrales ont trouvé des fonctions supplémentaires à leur existence. La Réserve fédérale, par exemple, en vertu de la [Loi Humphrey-Hawkins](#), est responsable du maintien du plein emploi et d'une faible inflation. Au moment où cette loi a été adoptée, l'aggravation de la [courbe de Phillips](#) entre l'inflation et l'emploi avait rendu ces objectifs incompatibles. Le résultat a été la mise en place par l'administration Reagan de la politique économique de l'offre qui a guéri simultanément la hausse de l'inflation et le chômage [1](#)

Ni la charte de la Réserve fédérale, ni la loi Humphrey-Hawkins n'affirment que la Réserve fédérale est censée stabiliser le marché boursier en achetant des

actions. La Réserve fédérale est censée acheter et vendre des obligations sur les marchés afin d'encourager l'emploi avec des taux d'intérêt plus bas ou de limiter l'inflation avec des taux d'intérêt plus élevés.

Si les banques centrales achètent des actions afin de soutenir les cours des actions, quel est l'intérêt d'avoir un marché boursier? La capacité de la banque centrale à créer de l'argent pour soutenir les cours des actions annule la fonction de régulation des prix du marché boursier.

Le problème avec les banques centrales est que les humains sont faillibles, y compris le président du conseil d'administration de la Réserve fédérale, tous les membres du conseil d'administration et le personnel. Les prix Nobel Milton Friedman et Anna Schwartz ont établi que la Grande Dépression était la conséquence de l'échec de la Réserve fédérale à élargir suffisamment la politique monétaire pour compenser la restriction de l'offre d'argent à cause de la défaillance des banques. Si une banque échoue dans son rôle d'assureur des dépôts, l'offre de monnaie se contracte de la quantité des dépôts de la banque. Durant la Grande Dépression, des milliers de banques ont fait faillite, effaçant le pouvoir d'achat de millions d'Américains et le pouvoir de création de crédit de milliers de banques.

La Fed a l'interdiction d'acheter des actions par le Federal Reserve Act. Mais un amendement en 2010 – Section 13 (3) – a été adopté pour permettre à la Fed d'acheter des [actifs insolubles Maiden Lane d'AIG](#). Cet amendement a également créé une échappatoire qui permet à la Fed de prêter de l'argent à des entités qui peuvent utiliser ces fonds pour acheter des actions. Ainsi, la banque centrale suisse pourrait très bien agir comme un agent de la Réserve fédérale.

Si les banques centrales ne peuvent pas mener à bien la politique monétaire, comment peuvent-elles mener une politique d'investissement? Certains observateurs avisés estiment que la Banque nationale suisse agit comme un agent de la Réserve Fédérale et que les achats de grandes quantités d'actions américaines sont faits à des moments critiques pour arrêter la baisse des marchés boursiers ce qui détruirait la croyance dans la propagande selon laquelle tout va bien dans l'économie américaine.

Nous savons que le gouvernement américain a une «équipe de protection anti plongeon» composée du Trésor américain et de la Réserve fédérale. Le but de cette équipe est de prévenir les accidents indésirables sur le marché boursier.

Le déclin du marché boursier des 20-21 août était-il souhaité ou non?

À ce stade, nous ne le savons pas. Afin de maintenir la force du dollar, la base de la puissance américaine, la Réserve fédérale a promis d'augmenter les taux d'intérêt, mais toujours dans l'avenir. Le prochain avenir est le mois prochain. La croyance selon laquelle une hausse des taux d'intérêt est sur la table permet

au dollar américain de ne pas perdre de sa valeur d'échange par rapport aux autres devises, empêchant ainsi une fuite devant le dollar qui réduirait la nation exceptionnelle indispensable au statut d'un État du Tiers Monde.

La Réserve fédérale peut dire que la baisse du marché boursier indique que la reprise est moins sûre et que cela nécessite plus de politique de relance. La perspective de plus de liquidités pourrait relancer le marché boursier. Comme les bulles d'actifs sont une conséquence de la politique de la Fed, une baisse du prix des actions supprime la bulle et permet à la Fed d'imprimer plus d'argent et de redémarrer le processus.

D'autre part, la baisse des marchés boursiers jeudi et vendredi dernier pourrait indiquer que les acteurs du marché ont compris que le marché boursier est une bulle gonflée artificiellement qui n'a aucun fondement réel. Une fois que la psychologie est atteinte, la fuite s'ensuit.

Si c'est le cas, il sera intéressant de voir si les politiques de liquidités et d'achat d'actions par la banque centrale peuvent arrêter la déroute.

Traduit par Hervé, relu par jj et Diane pour le Saker Francophone

1. Il est bon de se souvenir que [PCR](#) était sous secrétaire d'État au Trésor dans l'administration Reagan

Japon: inflation zéro et nouveau recul de la consommation des ménages en juillet

BusinessBourse Le 28 août 2015



L'inflation est retombée à zéro en juillet au Japon et la consommation des ménages a accusé un nouveau recul, selon des données publiées vendredi par le ministère des Affaires intérieures.

Ces statistiques viennent accroître la pression sur le gouvernement de Shinzo Abe et la Banque du Japon (BoJ), déjà confrontés à une contraction de l'économie au deuxième trimestre (-0,4% par rapport au premier).

Les prix à la consommation, hors ceux des produits périssables, ont stagné le mois dernier sur un an, après une petite hausse de 0,1% en juin.

L'inflation évolue actuellement autour de zéro sous l'effet de la dégringolade des tarifs de l'énergie, mais la Banque du Japon (BoJ) espère, malgré les embûches, atteindre son objectif ultime de 2% courant 2016.

Petite lueur d'espoir cependant, si l'on exclut l'alimentation et l'énergie, les prix ont progressé de 0,6%.

Le gouverneur de la banque centrale, Haruhiko Kuroda, a redit jeudi sa confiance, lors d'un discours prononcé à New York. "La tendance à surmonter la déflation touche-t-elle à sa fin ? Non, c'est loin d'être le cas", a-t-il jugé.

"Deux éléments, le relèvement de la taxe sur la consommation (qui a provoqué une récession en 2014, NDLR) et l'important déclin des prix du pétrole, n'affectent l'inflation que temporairement", a estimé le gouverneur.

Selon de nombreux économistes, un nouvel assouplissement de la politique monétaire apparaît néanmoins inévitable d'ici à la fin de l'année pour soutenir l'activité.

D'autant que, parallèlement, la consommation reste anémique: elle a diminué de 0,2% en juillet sur un an, alors que les analystes pariaient sur un rebond de 0,5%, après une chute de 2% en juin.

Les foyers japonais ont été moins dépensiers sur la période passée en revue, déboursant en moyenne 280.471 yens (2.062 euros). Le logement (-5,3%) et l'éducation (-3,9%) ont été particulièrement touchés.

Les dépenses des ménages dont le chef de famille est salarié ont pour leur part modestement progressé de 0,7% sur un an (à 314.788 yens), pour des revenus qui ont augmenté de 5,4% alors que le gouvernement ne cesse de plaider pour des hausses salariales.

La situation est toujours au beau fixe en revanche sur le front du chômage, dont le taux est redescendu en juillet à 3,3% de la population active, avec des conditions qui se sont encore améliorées pour ceux qui cherchent un travail. On recensait alors 121 offres d'emploi pour 100 demandes, du jamais vu en 23 ans et demi.

Source: [romandie](#)

Lutte climatique, désirs et réalités françaises

Biosphere 28 août 2015 (écrit le 20.09.2006 par Michel Sourrouille)

Officiellement la France se fixe pour objectif de réduire de 80 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050 ; ce qui implique une réduction d'environ 3 % par an dès aujourd'hui. Or la France s'apprête à mettre en service plus de 10 000 mégawatts de capacités de production électrique à combustible fossile d'ici

à 2012, soit l'équivalent de deux réacteurs nucléaires. Aucun des opérateurs (EDF, Poweo, SNET, Gaz de France, Suez) n'indique avoir calculé les émissions de gaz carbonique produits par les nouvelles capacités. On peut cependant estimer qu'une centrale à cycle combiné à gaz, d'une puissance de 40 MW, rejette déjà environ 960 000 tonnes de CO₂ par an. Attention, ça va chauffer ! Pourtant l'augmentation de la consommation électrique est devenue un dogme intangible : on prévoit une croissance de 1,7 % par an jusqu'en 2010, la climatisation étant comme chacun sait de première nécessité. Il y a donc une divergence sérieuse entre la politique de l'offre et de la demande en matière énergétique et l'évolution très probable du changement climatique.

Pourquoi est-il si difficile d'envisager un plafonnement de la consommation d'électricité ? Parce que les humains sont aux mains de la machinerie économique. Il faut accéder à d'autres valeurs, et considérer que, dans la Biosphère, seule la lumière du soleil est indispensable.

Attention, «too big to move»

Myret Zaki 24 août 2015 Bilan.ch

Mi-janvier, le franc suisse s'envole de 30% sans préavis; mi-août, le renminbi chinois glisse de 2%. Les amplitudes diffèrent, mais à chaque fois la surprise est totale et la réaction fait le tour de la planète. Le renminbi avait gagné 40% contre le dollar depuis 2005; le recul de 1,98% se voit néanmoins qualifié d'«onde de choc».

Les banques centrales sont devenues les maîtresses du jeu, capables à la fois de déstabiliser et de sauver les marchés. Sorties de leur réserve depuis le tournant du millénaire, elles ont pris en main, outre la gestion des taux d'intérêt, celle des obligations souveraines, du marché immobilier, du marché des actions, et bien sûr des taux de change. L'action d'une poignée d'entre elles préside à la destinée d'une multitude d'économies sises hors de leurs territoires.

De la coopération à la compétition

Les économies affectées par les politiques de la BCE, de la Fed ou de la Banque de Chine n'ont que peu de prise sur leur propre croissance, et sur les flux de capitaux. Quand la Banque de Chine dévalue, les Etats-Unis se voient imposer une hausse du dollar, équivalente à une hausse des taux d'intérêt par la Fed que, justement, celle-là repoussait sans cesse depuis des mois. Quand la BCE dévalue l'euro, les exportations suisses perdent instantanément 30% de compétitivité. Dans ce jeu à somme nulle, les banques centrales font payer aux voisins les subventions qu'elles offrent à leurs économies.

Ce qui est en cause c'est l'unilatéralisme des grands instituts, mais surtout leur hyperactivisme. Les «chocs» sur le franc et sur le renminbi ne seraient pas aussi brusques s'il n'y avait eu, au préalable, des distorsions causées par les ancrages et les planchers artificiels. D'où cet effet d'élastique lâché en l'air. Puis c'est encore au pompier banque centrale qu'on demande de corriger le tir. Suite au «choc» chinois, les analystes soufflaient quand la Banque de Chine a déclaré que les autorités interviendraient pour contrôler les fluctuations.

Compter en tout temps sur les actions stabilisatrices ou avantageuses des grands argentiers est devenu une seconde nature, comme s'il n'y avait jamais eu de régime de changes flottant. Livrer les taux de change aux seules forces de marché est pure rhétorique, la préférence allant à une prévisibilité maximale, même au prix de ces distorsions s'achevant dans la douleur. Quoi de plus parlant que l'exemple de la BNS, qui a exposé en janvier 2015 l'économie suisse à tout ce dont elle avait voulu la protéger depuis septembre 2011?

Les entreprises et les marchés, trop contents d'avoir des attelles monétaires, ne supportent pas qu'il faille un jour les retirer. Que le peso mexicain ou la roupie indonésienne décrochent, passe encore. Mais sur les principales parités, toute tolérance à la variation tombe soudain à zéro. Les grandes monnaies sont devenues «too big to move».

Les taux de change ont toujours été négociés. Dans les allées des parlements s'entend. Les banques centrales ne sont pas indépendantes. Si le renminbi a pris 40% face au dollar entre 2005 et 2012, c'est juste après que le Congrès américain eut menacé Pékin, en février 2005, d'imposer 27,5% de tarifs douaniers. Menace réitérée avec la même efficacité en 2007. En juillet 2008, le renminbi avait déjà gagné 21%.

Les alliances sont volatiles, et les partenaires des Etats-Unis se font moins coopératifs. Si la Chine n'a tenté ici qu'une faible dévaluation, l'Arabie saoudite a laissé chuter les prix du pétrole sans consultation préalable, en représailles à l'accord USA-Iran. Il ne reste plus grand monde pour subventionner le système.

[Le prétexte du réchauffement climatique au service des multinationales dans l'Arctique](#)

Par [Éric Granger Mondialisation.ca](#), 27 août 2015 et [Le décodeur](#) 26 avril 2012

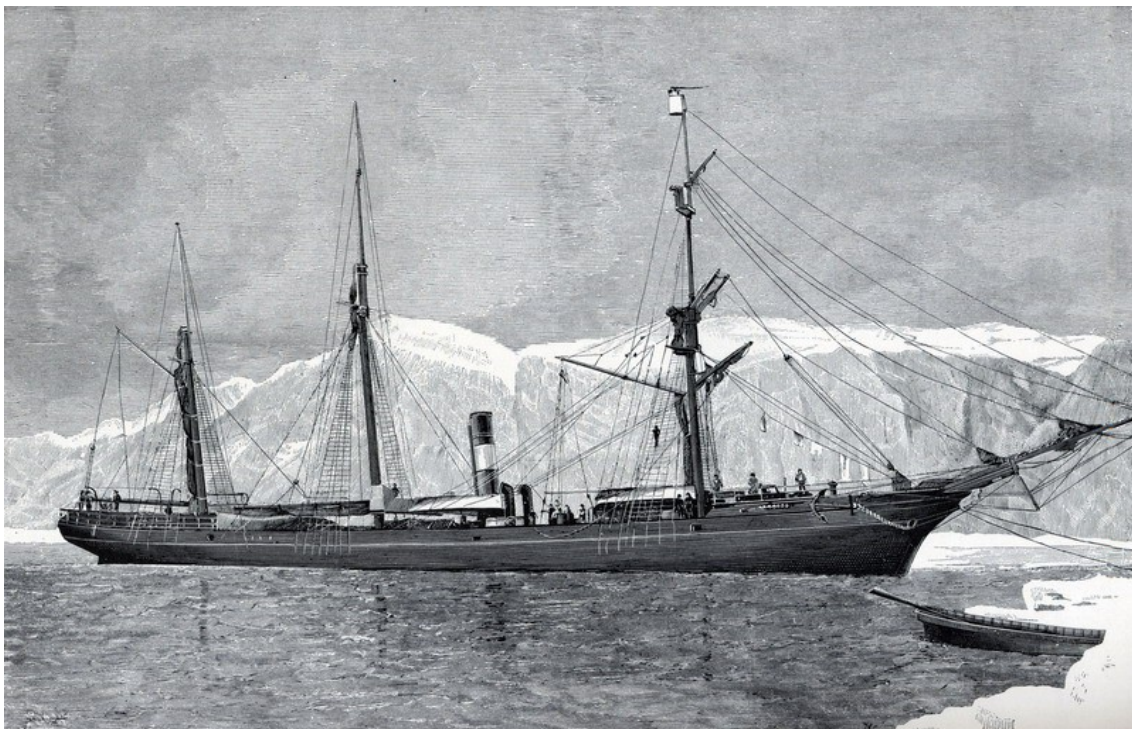
Les multinationales du pétrole et de l'exploitation minière financent les recherches scientifiques à coup de centaines de millions pour préparer leur exploitation de l'Arctique. Tout cela se fait sous le prétexte des changements climatiques.



La Presse publiait un article le 19 avril dernier intitulé “[Les changements climatiques en Arctique s’accélèrent](#)” dans le but d’alarmer la population et de faire la promotion de la [Conférence de l’année polaire internationale 2012](#) qui se déroule à Montréal du 22 au 27 avril. Deux jours plus tard, ce même journal récidivait avec un autre article, « [Les mondes polaires en mutation](#) » dans lequel on peut lire un entretien avec le directeur d’[ArcticNet](#), le Québécois [Louis Fortier](#). Cet entretien est révélateur quant aux véritables objectifs d’ArcticNet et de la recherche sur les changements climatiques en Arctique.

D’abord, voyons un peu ce que dit Louis Fortier dans cet entretien : “L’Année polaire internationale, qui s’est étalée en fait sur 2007 et 2008, est la quatrième de l’histoire. La précédente était en 1958”. Ceci est intéressant, puisque l’Année polaire internationale n’a jamais été liée auparavant aux changements climatiques.

Un peu d’histoire...



La première Année polaire internationale (API), qui a eu lieu en 1882, avait pour but d’envoyer des expéditions de scientifiques aux deux pôles afin de mesurer les températures, mais surtout d’étudier le magnétisme terrestre et le phénomène des aurores boréales. Il s’agissait de la première entreprise scientifique internationale initiée par un certain Karl Weyprecht et commanditée par la Royal Geographic Society et la Royal Society, deux vieilles institutions

mondialistes qui existent toujours. Douze nations y avaient alors participé : l'Empire austro-hongrois, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Norvège, la Russie, la Suisse, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le Canada. Satisfaite de l'entreprise, cette élite scientifique décide alors d'organiser une Année polaire internationale tous les 50 ans.

C'est ainsi que la deuxième API s'organisa entre 1932 et 1933 avec pour objectifs l'étude du Jet Stream, de la météorologie, du magnétisme et de la compréhension des phénomènes ionosphériques qui perturbent les communications radios. Plus de 40 nations y participent. Toutes les données obtenues lors des expéditions scientifiques polaires seront réunies par une nouvelle institution : l'Organisation météorologique internationale. Il faut noter que cette institution sera remplacée plus tard par l'[Organisation météorologique mondiale](#) (OMM) après la formation de l'ONU. L'OMM participera par la suite à la fondation (en 1988) du [Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat](#) (GIEC), le groupe scientifique qui affirme (sans donner de véritables preuves) depuis 1990 que l'activité humaine est responsable d'un réchauffement climatique planétaire à travers ses émissions de CO2.

La troisième API est devancée de 25 ans afin de tenir compte des nouvelles technologies disponibles à l'époque (fusées, radars, etc.) et se déroule sous le nom Année géophysique internationale. Elle est proposée par [Lloyd Viel Berkner](#) et est organisée lors d'une période d'activité solaire maximum. Selon le [site officiel de l'API](#), « l'AGI fut l'occasion d'un effort sans précédent à l'échelle mondiale pour l'étude de notre planète. 61 nations participèrent aux différentes campagnes, des dizaines de navires, des milliers d'hommes, des avions sont mobilisés. Les pays coopèrent étroitement et échangèrent leurs données scientifiques. Les décennies de recherche qui ont suivi reposent à l'évidence sur la dynamique initiée au cours de cette année. Ce fut par exemple la confirmation de la théorie très discutée de la dérive des continents, le début des mesures de CO2, ou encore le début de la conquête spatiale avec le lancement des premiers satellites. »

La première et la deuxième API avait comme objectif scientifique de déterminer s'il était possible de franchir l'Arctique par bateau et de créer un passage du nord-ouest à vocation militaire et commerciale. La troisième maintenait ces mêmes objectifs de domination commerciale et militaire (voire spatiale) à travers de nouvelles technologies issues de la deuxième guerre mondiale.



Aujourd'hui pour la quatrième API, les objectifs restent les mêmes. L'objectif commercial est bien défini : exploitation des ressources alimentaires, pétrolières et minières. L'objectif militaire est aussi clair : le Canada, par exemple, veut y exercer sa souveraineté territoriale. Les changements climatiques, eux, ne semblent qu'un prétexte pour justifier les dépenses considérables nécessaires à l'exploitation de l'Arctique. Que les glaces fondent ou non, l'Arctique est maintenant une région à exploiter. Cela peut être prouvé.

Retournons à notre entretien avec Louis Fortier pour voir ce qu'il en est.

Mine, gisements pétrolier et brise-glace géant

Louis Fortier [révèle à la Presse dans son entretien](#) que le but de ses recherches n'est pas purement scientifique (sur les changements climatiques), mais à vocation commerciale. Ses recherches sur les écosystèmes de l'Arctique sont importantes, dit-il, « parce que c'est là qu'on envisage de faire de l'exploration pétrolière. L'Office national de l'énergie devra en tenir compte avant d'autoriser des forages dans la mer de Beaufort. » Il affirme plus loin : « On peut dire la même chose pour [...] les autres ressources minérales ». On peut parier que rien n'empêchera le forage ou l'exploitation des ressources minérales, surtout pas les recherches de monsieur Fortier. Comment le savoir ? C'est facile, il n'y a qu'à identifier les sources de financement d'ArcticNet, l'organisme que dirige Louis Fortier.

Lorsque l'on consulte [la liste des partenaires](#) de l'organisme ArcticNet, on n'est pas surpris de tomber sur des pétrolières de grandes envergures : **BP Exploration Operating Company Ltd. (British Petroleum), Imperial Oil Resources Ventures Limited (Esso), ConocoPhillips Canada (gaz naturel), l'Association canadienne des producteurs de pétrole (lobby).**

On y trouve aussi des compagnies minières : **Xstrata Nickel, Baffinland Iron Mines (ArcelorMittal), Diavik Diamond Mine (Rio Tinto), Vale Inco.**

Sur la liste, il y a aussi des compagnies de transport : **OmniTRAX, Kongsberg**

Maritime, First Air, Canadian North .

Il y a une société de gestion de capital : **Axys Group**.

Figure sur la liste plus de 75 universités dont il faut noter la **Balsillie School of International Affairs** (fondée par James Balsillie à l'époque où il était membre de la Commission Trilatérale) et l'**Université Oxford**.

Aussi, parmi les autres organismes cités on peut trouver évidemment des riches familles mondialistes et membre de la franc-maçonnerie :

- **Garfield Weston Foundation** de la famille Weston (2e famille la plus riche du Canada) qui possède le pain Weston et les supermarchés Loblaws et Maxi.
- **Kenneth M. Molson Foundation** de la famille Molson, membre de la franc-maçonnerie depuis des générations (et propriétaire du Canadien de Montréal).
- **World Wildlife Fund** : organisme fondé par le Prince Bernhard des Pays-Bas (également fondateur du groupe Bilderberg) qui a eu comme premier directeur l'eugéniste Julian Huxley (frère d'Aldous Huxley, auteur du livre « Le meilleur des mondes »).

La liste est encore longue ...



La Russie et le Canada développe en ce moment des brise-glaces géants polaires qui pourront traverser l'Arctique, que les glaces fondent ou non. On peut lire sur [le site officiel du gouvernement canadien](#) que « le nouveau brise-glace polaire sera conçu pour rompre des glaces de 2,5 m d'épaisseur. Bien que cette donnée puisse être supérieure à la valeur maximale en ce qui a trait à l'épaisseur des glaces dans l'océan Arctique, cette caractéristique permettra la construction d'un bâtiment ayant la force et la capacité nécessaires à une exploitation dans quasi toutes les conditions telles que les dorsales, les champs de glace en crête et la glace sous pression ». Ce brise-glace géant portera le nom de NGCC John G. Diefenbaker, en l'honneur de l'ancien [Premier ministre franc-maçon](#). L'achèvement de sa construction est prévu pour l'année 2017.

Le prétexte des changements climatiques

Nous devrions plutôt dire ici le réchauffement climatique si nous voulons être

honnêtes. Bien que la terminologie a changé depuis, l'argument reste le même : semble-t-il que le climat de la terre se réchaufferait. Ce n'est pas pour rien que la terminologie a changé, car les organismes qui prédisent ce réchauffement n'ont pas réussi à prouver de façon acceptable leurs prédictions alarmistes.

Premièrement, parce que la totalité de la science du réchauffement climatique s'appuie sur des modèles informatiques de prédiction du climat. Le problème, c'est que l'on peut faire dire n'importe quoi à un logiciel informatique. Une des preuves de cela fut le [quatrième rapport publié par le GIEC](#) où l'on pouvait retrouver dans ses pages [un graphique en forme de bâton de hockey](#) qui montrait l'accélération rapide de la montée de la température globale du climat terrestre. Ce graphique fut entre-autres utilisé par Al Gore dans son film « [Une vérité qui dérange](#) », un film qui a reçu un Oscar rien de moins. C'est ce graphique, discrédité à plusieurs reprises par de nouvelles études scientifiques, qui a été à l'origine du désormais célèbre Climategate. Aujourd'hui, ce sont encore les modèles informatiques qui font la loi dans la science du réchauffement climatique.

Prenons un exemple de prédiction ratée à ce sujet. Le docteur David Barber, qui est le directeur du Centre for Earth Observation Science de l'Université du Manitoba, [a prédit en 2008 qu'il n'y aurait plus de glace au Pôle Nord](#) durant l'été de cette même année (2008). Evidemment, cela s'est avéré complètement faux cet été là. Aujourd'hui, Mr Barber récidive en affirmant que la glace estivale de l'Arctique pourrait disparaître "aussi tôt que l'an prochain", du moins [c'est ce qu'on pouvait lire dans la Presse du 19 avril](#) de cette année. Ceci risque fort peu d'arriver, car selon les observations faites par satellite, [la surface de la glace estivale de l'Arctique augmente depuis l'année 2007](#), année où elle avait atteint son plus bas des dix dernières années. L'objectif des fausses prédictions de David Barber ? : alarmer le public et, probablement surtout, préserver ses millions de dollars de financement qui proviennent de multinationales du pétrole et de l'exploitation minière.

Un autre article a été publié dans la Presse du 24 avril qui avait pour titre : « [Le sous-sol du Grand nord fond](#) ». Encore une fois, à la lecture de l'article, on se rend bien compte du véritable objectif des recherches, soit comment les multinationales vont exploiter l'Arctique. On peut lire que ces « problèmes vont hanter les mégaprojets énergétiques et miniers de l'Arctique canadien et du Plan Nord québécois. » Et qui prévoit ces mégaprojets ? Ceux-là même que l'on retrouve sur la liste des partenaires de l'organisme ArcticNet cités plus haut. L'équation est facile à faire.

La question se pose alors : le sous-sol du Grand nord fond-il vraiment ? [Selon des études faites dans le nord Eurasien](#), il n'existe aucun indice comme quoi le pergélisol serait en train de fondre dû à une hausse des températures et encore

moins à cause des émissions de CO2 dans l'atmosphère. Les chercheurs notent que la baisse des températures du sol entre les années 70 et 90 aurait sans aucun doute été causée par le phénomène de l'[oscillation nord-atlantique](#) et non pas le réchauffement climatique.

Revenons maintenant à notre entretien avec le directeur d'ArcticNet, Louis Fortier.



Le Plan Nord

La Presse a posé la question à Louis Fortier : que pensez-vous du Plan Nord du gouvernement Charest ? La réponse ne devrait pas vous étonner : « Moi, je l'aime, le Plan Nord. »

Pourquoi ne pas être surpris ? Parce que les multinationales qui vont exploiter le Plan Nord sont les mêmes qui financent ses recherches. Disons qu'ils sont tous dans la même équipe. D'ailleurs, une simple visite [sur le site Internet officiel de la Conférence sur l'année polaire internationale 2012 de Montréal](#) révèle que l'évènement est commandité par le Plan Nord.

Les preuves s'accumulent aujourd'hui comme quoi le Plan Nord est une entreprise pour déposséder les Québécois de leurs ressources naturelles et de les donner à rabais aux multinationales. Faut-il vraiment donner plus de preuves à ce sujet ?

Conclusion

Le prétexte du réchauffement climatique sert la cause d'une élite internationale qui voit dans ce stratagème la méthode ultime pour dominer la planète entière. Les projets sont nombreux : la taxe mondiale sur la carbone, le contrôle des

populations, la destruction de la petite entreprise, la dictature scientifique, la gouvernance mondiale tant convoitée par l'élite mondialiste et même l'établissement d'une religion planétaire basée sur le culte de la Terre-Mère.

Une citation résume bien l'objectif du réseau mondialiste. Une citation que l'on peut lire dans un ouvrage publié en 1991 par un think tank mondialiste puissant, [le Club de Rome](#), qui a pour titre « [The First Global Revolution](#) ». Concluons sur cette citation du livre:

«Dans la recherche d'un nouvel ennemi commun, nous sommes arrivés avec l'idée que la pollution, la menace d'un réchauffement climatique, les pénuries d'eau, la famine et autres pouvaient remplir ce mandat. Tous ces dangers sont causés par l'intervention humaine et c'est seulement à travers les changements d'attitudes et de comportements qu'ils peuvent être surmontés. **Le véritable ennemi dans ce cas est l'humanité même.**»

Éric Granger

Pour en savoir plus au sujet de l'histoire du réchauffement climatique, regardez le documentaire du DECODEUR en 2 parties :

[Crise environnementale et gouvernance mondiale Histoire de la politique climatique](#)

Copyright © [Éric Granger](#), [Le décodeur](#), 2015